

BULLETIN DU GRAS



JUIN 89

N°2

Ce bulletin est une compilation de documents issus d'un centre d'archives, le C.R.A.S. Créé en 1981, celui-ci se propose de rassembler et conserver l'histoire de ces moments de révolte, expériences subversives ou initiatives alternatives, qui, hier comme aujourd'hui, nous fournissent une base de réflexion individuelle et collective et donc un moyen d'envisager nos luttes à venir.

Nous recevons dès à présent diverses publications françaises et étrangères émanant essentiellement de centres de documentation ayant des buts similaires aux nôtres, ou de groupes libertaires, d'individus et de groupes de base ici et là. Nous disposons de collections de revues complètes ou quasi complètes, d'affiches, de livres, ainsi que de nombreux documents classés sous forme thématique : la guerre civile espagnole (36-39), l'exil espagnol, le mouvement libertaire en Espagne des années 70 et 80, les prisons en France et les luttes antiscabistes, les luttes antinucléaires, l'écologie, les formes d'insoumission sociale et militaire, et disons en général, tous textes critiques sur le fonctionnement social et les différentes formes de gestion de la démocratie, tant individuelles que collectives.

Tous ces textes, témoignages et dossiers rassemblés peuvent être consultés, utilisés au gré des désirs et des projets. Dans le passé, le prêt d'affiches et de livres a déjà fonctionné pour des expositions et diverses éditions ; des moyens techniques de reproduction ont été mis à la disposition de groupes ou individus, permettant leur expression hors de la structure directe des archives. Permettons que cela continue et que le cadre de nos activités s'élargisse car nous avons, et vous aussi peut-être, nous l'espérons, beaucoup de projets à réaliser :

- éditions de textes et de brochures issus du C.R.A.S.,
- éditions ou rééditions d'auteurs dont les textes et ouvrages, peu disponibles ou introuvables, nous paraissent intéressants à reproduire pour l'idée qu'ils développent, l'analyse ou le simple témoignage qu'ils offrent.

Pour permettre à ce projet, à ce bulletin, d'être un véritable relais d'information et de débat, nous vous proposons de prendre contact avec nous, de nous envoyer textes, affiches, brochures qui reflètent vos luttes ou tous documents que vous possédez et que vous voudriez voir archivés, ou éventuellement reproduits.

Le C.R.A.S. fonctionne de manière autonome et sans subventions d'aucune sorte ; ce sont donc les membres-cotisants qui financent l'association. C'est à ce prix qu'elle peut et pourra exister, se développer et avoir les projets les plus divers. Nous vous offrons donc la possibilité d'être à la fois adhérents à l'association d'archives et abonnés* à ce bulletin (6 numéros) pour la somme de 100 F (port compris).

N'hésitez pas à nous écrire, quelles que soient vos critiques, propositions, informations ou réflexions diverses à l'adresse suivante :

C.R.A.S. - B.P. 492 - 31010 TOULOUSE CEDEX

* Chèques à libérer à l'ordre du C.R.A.S.

Les écrits
que nous
reproduisons
n'engagent que
la responsabilité
de leurs auteurs
et ne sauraient
impliquer
l'adhésion
de l'ensemble
des individus
qui participent
à l'élaboration
de ce bulletin.
Ces parutions
sont le reflet
des diverses
sensibilités
et courants
critiques
qui s'expriment
à l'heure actuelle.
La diffusion
a jusqu'alors été
quasi gratuite,
il est donc
important que
les personnes
intéressées
s'abonnent pour
nous permettre
d'équilibrer
les frais
d'impression
de cette revue.
Nous rappelons
que les
documents
en notre
possession
peuvent être
reproduits
contre 1 F
par photocopie.

Contre les modèles de l'Est
ou de l'Ouest
De nouveaux rapports à construire
qui sont abordés au travers de
l'histoire, de la littérature
ou de l'engagement politique...

Depuis décembre 1982, les éditions Acratie ont publié 16 titres, soit une moyenne de presque 3 par an. Quelques rééditions, des anthologies, mais aussi et surtout des textes actuels, écrits par des libertaires, portant sur différentes luttes de notre époque.

Cela a été possible d'une part parce que le travail proprement éditorial a été bénévole, et d'autre part parce qu'il a été réalisé à bas prix par une imprimerie amie.

Malgré cela le déficit se monte, pour les six années à environ 50.000 francs ; ce qui est dérisoire pour toute autre maison d'édition et en regard du nombre de titres, mais qui, pour Acratie est un obstacle à la poursuite de cette activité éditoriale qui prévoit pour l'année 89 quatre ou cinq autres titres.

Notre premier problème est bien sûr celui de la diffusion ; vérouillage aussi de la grande presse ; nous ne pouvons compter QUE sur la mouvance libertaire et sur sa presse pour assurer un minimum de ventes et faire connaître un titre. Le fait aussi d'être "provincial" accroît nos frais (stockage à Paris, envois, contacts, etc). Les diffuseurs militants (librairies, individus...) payent trop souvent mal ou pas du tout...

C'est pourquoi nous faisons appel à vous afin que vous aidiez Acratie en faisant connaître autour de vous, dans votre presse, à vos amis, les conditions de ventes des titres édités depuis six ans (avec de très fortes remises) ainsi que les conditions de souscription pour les ouvrages en cours.

Avec nos remerciements

NOM : _____

ADRESSE : _____

Je commande en souscription les titres suivants :

- Cogan ☐ (45 Frs)
Longwy ☐ (60 Frs)
Calmus ☐ (55 Frs)
Bicicleta ☐ (65 Frs)

TOTAL :

Ou les 4 avec 11% de remise supplémentaire : 200 Frs ☐
Envoyez moi également les titres anciens indiqués au verso
et qui représentent une somme de _____ indiquée au
verso.

TOTAL GENERAL :

Chèques à l'ordre d'ACRATIE

**DES REMISES POUVANT ALLER JUSQU'A 50 %
SUR LES ANCIENS TITRES (Port compris)**

	Prix réduit	
Noir et Rouge - Anthologie. (65 F.) (Cahier d'étude anarchiste. 1956-1970)	50 F.	☐
Socialisme ou Barbarie - Anthologie. (98 F.) (Luttes ouvrières en France, 1953-1957)	60 F.	☐
Les joyeusetés de l'exil - Charles Malato. (90 F.) (Chronique londonienne d'un exilé parisien. 1892-1894)	50 F.	☐
L'Odyssée d'un passeport - G. Markov. (50 F.) (Nouvelles d'un dissident bulgare)	30 F.	☐
Exotisme s'abstenir - C. Reeves. (90 F.) (Journal d'un voyage en Amérique latine)	60 F.	☐
Colombie enchaînée - Juan Soler. (21 F.)	15 F.	☐
Guérilla indienne en Colombie - Olga Sanchez. (15 F.)	15 F.	☐
Corse, la liberté pas la mort - Vanina. (70 F.) (La situation en Corse et le mouvement nationaliste)	40 F.	☐
Ecrits politiques - N. Chomsky. (70 F.)	40 F.	☐
La mort du Grand leurre - M.C. Calmus. (48 F.) (Essai sur l'école)	35 F.	☐
Chronique d'une insoumission - T. Maricourt. (36 F.)	25 F.	☐
30 ans de luttes ouvrières en URSS (15 F.) (1953 - 1983)	15 F.	☐
Explosions de liberté - Franck Mintz. (78 F.) (Espagne 1936 - Hongrie 1956)	55 F.	☐
L'Etat des lieux - (Et la politique, bordel)		
Organisation Communiste Libertaire (88 F.)	60 F.	☐
Grève des mineurs en G.B. - H. Simon. (78 F.) (Mars 84 - Mars 85)	55 F.	☐
Vers le mouvement du 22 mars - JP Duteuil. (168 F.) (Nantes 1988)	110 F.	☐

2ème remise à effectuer sur le prix réduit

- Pour tout achat de 3 livres : - 10%
Pour tout achat de 4 livres : - 15%
Pour tout achat de + de 4 livres : - 20%
Plus de 5 livres : - 25%

Chèques à l'ordre de ACRATIE

* Cochez les titres que vous désirez recevoir

TOTAL -----

TOTAL (avec la --
deuxième remise)

**SOUSCRIPTION POUR LES TITRES
A PARAÎTRE EN 1989**

COGAN : Dessins politiques

Les années de cohabitation ----- 45 Frs (au lieu de 58)

HAGAR DUNER & COMPAGNE

Longwy 82-86
Autonomie ouvrière et
syndicalisme ----- 60 Frs (au lieu de 85)

M.C. CALMUS

Interdites de séjour ou
Les nouvelles balladines ----- 55 Frs (au lieu de 70)

Anthologie de la revue BICICLETA

L'Espagne post-franquiste ----- 65 Frs (au lieu de 90)



Depuis février 88, le comité S.O.S. Loire Vivante, aidé par la population locale, d'autres associations et des renforts venus d'Europe occupent le site du chantier de Serre de la Fare (Haute-Loire).

Du 29 avril au 1^{er} mai 89, au Puy-en-Velay (Haute-Loire), dix mille personnes environ se sont rassemblées pour s'opposer à la construction du barrage.

Ci-joint, deux textes extraits d'un dossier en provenance de la Haute-Loire. Reçu également un texte diffusé lors du rassemblement "La mariée est trop belle".

UNE CONJURATION D'IMBÉCILES

La Loire est un fleuve de l'hémisphère nord de la planète Terre...

Il n'appartient pas aux habitants du Velay où il prend sa source, ni aux Français qui en usent et en abusent, pas plus d'ailleurs aux Européens, cette population indéfinissable. Toutefois, les êtres humains peuvent emprunter ses richesses naturelles, en accord avec la faune et la flore, sans **spolier les générations futures**.

Emprisonner et domestiquer un fleuve revient tôt ou tard à devoir le maintenir artificiellement en survie en dépensant des sommes colossales de travail.

Même fantasque, la Loire n'a pas eu tous les torts. La société est de plus en plus pressée par les considérations de coût et de rentabilité ; sa technique moderne la rend présumptueuse, désarmée et vulnérable : **elle ne sait plus composer avec le fleuve** :

- la reproduction du saumon qui ne coûtait auparavant rien à personne, requiert désormais assistance et installations coûteuses,
- la fertilisation naturelle entretenue jadis par les crues du Nil, maintenant sevré par le grotesque barrage d'Assouan, ne peut même pas être compensée par l'apport toujours plus ruineux

d'engrais chimiques,

- l'eau des nappes phréatiques et des cours d'eau, souillée par l'industrie et l'agriculture productiviste, doit, pour servir à la consommation, être traitée à grands frais,
- l'urbanisation galopante rend la surface terrestre artificiellement imperméable : l'infiltration diffuse des eaux de pluie devient impossible, les ruissellements sont concentrés et accélèrent la rapidité des crues.

Voilà qui n'économise ni peine, ni labeur !

L'Economie est un rapport de production entre les hommes et la nature qui occasionne sans cesse du **travail supplémentaire**. Peu importe en effet l'irrationalité de ce qui est entrepris : le but recherché est de faire fructifier du capital, en accentuant, évidemment, la richesse des uns et la pauvreté des autres.

La sainte alliance qui dirige la société est la même qui, au sein de la techno-bureaucratie de l'EPALA, défend coûte que coûte le projet de barrage sur la Loire de "Serre de la Fare".

Quel tableau édifiant !

ROYER, maire de la ville de Tours, représentant de la droite la

plus sénile, et GOLDBERG, maire de la ville de Montluçon, fantassin du stalinisme le plus décrépi, conduisent le chœur des fanatiques du "développement". Ils prétendent gérer un fleuve comme une société à **responsabilité limitée**. L'un s'inspire des règles du petit commerce, l'autre des méthodes de la police politique : les multiples équilibres qui font la vie d'un fleuve sont ramenés à des problèmes de stockage, de comptabilité, de régulation entre pluies jugées trop irrégulières et besoins industriels inflationnistes - centrales nucléaires, irrigation de l'agriculture productiviste. Le comble est atteint quand ils organisent l'inondation définitive d'une vallée pour éviter, soit-disant, d'hypothétiques inondations en aval. Et tout ce délire est cautionné par l'écologiste B. LALONDE devenu secrétaire d'Etat à l'environnement, chargé par conséquent d'assurer « la continuité des engagements de l'Etat ».

Ce beau monde s'occupe de la Loire à la façon dont ils règnent sur la société. Les **bandes politiques** qui se partagent le pouvoir forment une coalition mortelle : leur comportement mi-féodal, mi-maffieux consiste à rançonner la société



pour d'illusoires protections techniques – sauront-elles encore se rendre indispensables pour remédier à la destruction de la couche d'ozone à laquelle elles ont contribué par leur industrialisme fervent ?

Le projet de barrage de "Serre de la Fare", par-delà la pantalonnade médiatique, met en jeu des intérêts plus âpres et prosaïques :

- la mafia des travaux publics et du béton, éternellement subventionnée par les commandes d'Etat, c'est-à-dire les Bouygues, Grands Travaux de Marseille, Ciments Lafarge, etc.
- qui convoitent le chantier du barrage ;
- les propriétaires et promoteurs immobiliers du Val de Loire qui rêvent déjà tout éveillés des plus-values à empocher

quand leurs terrains inondables obtiendront le label constructible, accélérant l'urbanisation sauvage.

Voilà le vrai visage des aménageurs ! Voilà l'ennemi !

Cette conjuration d'imbéciles ne connaît que la profession de foi "après moi le déluge !". A l'opposé, le sens commun s'ankylose malheureusement dans une réaction déjà nostalgique : « Il y avait des papillons, il n'y en a presque plus ; il y avait des forêts tropicales, elles sont en coupe réglée ; il y avait la Loire, ce sera une succession de réservoirs ». Une société qui se soucie aussi peu du legs à trans-

mettre aux générations futures, avoue d'elle-même qu'elle n'a pas d'avenir.

Le culte de l'argent a anéanti toute raison et toute sensibilité. Les puissances financières, politiques, syndicales y sacrifient voracement la vie.

Pour les mettre hors d'état de nuire, il faut leur retirer le pouvoir dont nous les créditions par notre passivité : c'est-à-dire se soustraire à leurs mirages aveuglants ("la crise", "la croissance", "la sécurité", "le progrès"...). Reconstruire des rapports de confiance réciproque entre individus par la maîtrise collective de nos conditions de vie et la désobéissance sociale généralisée.

LE PUY,
le 3.1.89

Un humain
qui ne se
résigne pas
à mourir.



A propos de l'opposition au barrage de Serre de la Fare

Depuis que des opposants occupent le site de Serre de la Fare, les médias régionaux ou nationaux ne cessent de les désigner comme des "écologistes". Il est en effet rassurant pour toutes les institutions d'étiqueter et d'enfermer dans des identités déjà connues des comportements d'opposition qui leur sont irréductibles.

Nous ne nous reconnaissons absolument pas sous le vocable "d'écologistes" dont on nous affuble. Nous sommes bien près de ça.

Il est vital pour les gestionnaires du consensus de nier la capacité des individus à s'organiser et à se déterminer par eux-mêmes : d'ailleurs, ils ne peuvent même pas imaginer que ça existe et si

jamais ils en tenaient compte, ce serait leur perte.

Supposer les gens captifs d'une idéologie et d'une machine policière déjà constituées (même minoritaires : dans les grèves, on ne veut voir que la main de la CGT ou des trotskystes, à Serre de la Fare on ne veut voir que des écologistes), c'est vouloir faire croire que les gens n'auraient pas en eux-mêmes les raisons de s'opposer totalement à ce qui nie leur vie.

S'opposer au barrage de Serre de la Fare, c'est aussi l'occasion de s'opposer :

- à ceux qui ne veulent voir que des écologistes là où il y a des individus associés par leur rage commune de se voir une nouvelle fois déposés (là en

l'occurrence, des Gorges de la Loire) ;
– à ceux qui, de manière intéressée, offrent leur parrainage "écologiste" aux opposants-occupants alors que ceux-ci, puisant en eux-mêmes leurs ressources d'initiative et d'imagination, n'ont évidemment pas de directives à recevoir de qui-conque.

La Source de Bonnelont,
le 10 mars 1989.

Des opposants-occupants
à Serre de la Fare,
membres-adhérents de
SOS-Loire Vivante
8, rue Crozatier
43000 LE PUY-EN-VELAY

Centrale électronucléaire de Golfech, en Tarn-et-Garonne... On allume... Signé EDF...

C'est dans un désintérêt quasi général qu'EDF et l'Etat mènent leur politique nucléaire jusqu'au bout. Même si au départ une grande majorité de la population locale vota contre le projet Golfech, on peut dire que c'est grâce à la collaboration passive et à la résignation de cette même population que le projet se concrétisa. Sensible aux promesses, le peuple irresponsable, laissant son avenir entre les mains d'élus soudoyés, fut le principal artisan du projet.

Une série de magouilles politico-financières réussit à imposer la volonté d'Etat, mais ce fut quand même les Français, Tarn-et-Garonnais inclus, qui accablèrent d'abord en 1981 puis en 1988 le programme électronucléaire national socialiste. Bien sûr, la droite au pouvoir aurait fait de même, seul le refus de participer au jeu démocratique aurait pu faire reculer le pouvoir.

Aujourd'hui, l'antinucléaire est devenu un utopiste, voire un "lou terroriste", et à l'heure où les médias font le forcing sur l'écologie et la planète en danger, on n'a jamais si peu remis en cause la politique nucléaire française. En fait, le consensus autour des Socialistes, la politique du "moins pire", implique l'acceptation du nucléaire civil et militaire. Les Verts, parti issu des luttes antinucléaires des années 70 et 80, sont devenus les plus sûrs gestionnaires de notre patrimoine de centrales, transformant leur idéologie en fonction de leur accession au pouvoir.

Dans la région, la consécration du mariage "Rose-Vert" s'est faite à Montauban en janvier 88 lors du colloque Nucléaire Santé Sécurité, organisé par le fils du clan Baylet, Jean-Michel, président du Conseil général Tarn-et-Garonne, membre du gouvernement de gauche, principal actionnaire des journaux locaux "Le Petit Bleu", "La Dépêche du Midi", et bien sûr antinucléaire notoire de première heure, actuellement intéressé par les bénéfices des 3^e et 4^e tranches de la centrale. Lors de ce colloque, auquel participa une frange du mouvement antinucléaire, on peut dire que des accords symboliques furent passés entre le pouvoir local et les futurs élus verts du Conseil municipal de



Montauban. Accord sur les deux premiers points des propositions vertes sur le problème Golfech :

1°) un point zéro de contrôle de la radioactivité autour de la centrale avant la mise en route : contrôle effectué par un organisme "indépendant", la CRIRAD.

2°) la mise en place d'un dispositif de sécurité en cas d'accident.

Ceci fait, il devient inutile de discuter de la troisième proposition : arrêt de la centrale.

L'affaire est dans le sac, il n'y aura pas de conflit au Conseil municipal de Montauban, les deux premières propositions étant acceptées d'avance.

A Toulouse, lors des municipales, la chose est encore plus caricaturale : la liste verte menée par un Gérard ONESTA, nouveau venu sur la place politique et pourtant déjà 12^e de liste aux Européennes, ne fait carrément aucune allusion à la centrale dans son programme. Pas un mot sur Golfech dans la série d'articles qui leur sont accordés dans La Dépêche du Midi, et Onesta qui ose avouer verbalement qu'il a passé un marché avec le rédacteur en chef du journal, l'un offrant son silence sur la centrale en échange des colonnes de l'autre.

Votez, votez, il en restera toujours quelque chose. Et aujourd'hui encore, méfions-nous, certains antinucléaires autour de Golfech - en fait les Verts et leurs élus - nous font miroiter la possibilité d'arrêter la centrale avant le démarrage. Dans leur nouveau journal "Réalité de l'écologie" n° 1, nous les retrouvons pleins d'espérance, oubliant de parler de leurs magouilles électorales, ils nous proposent de nous retrouver aux environs de Golfech le 11 juin et le 14 juillet. Pour quoi faire ?

Ils nous proposent évidemment aussi de continuer à voter pour eux, pour que dans l'avenir rien ne change.

Toulouse,
un obstiné

— En provenance de Lyon —

A LA MANIERE DE L'ALMANACH DU PERE PEINARD
OU « Où il est presque prouvé que l'histoire a tendance à se répéter... »

LES VEILLES DU PERE BARBASSOU

« Ouf, maintenant qu'on s'est bien farci, tu vas me parler franchement. J'entends constamment parler d'un tas de types en "isme"... socialistes, anarchistes... Quoi que c'est que ce monde-là ? C'est-y tout la même chose ?

— Bravo, mon vieux Pichevin, je suis bougrement content que tu t'intéresses à ces machines-là. Or donc, parlons peu, mais bien :

Il y a vingt ans, y avait pas d'erreur ! Tout écologiste était un bon bougre. Qui disait "écologiste" disait un type qui ne veut plus de pillage de la terre, qui veut que les richesses chapardées par les ventrus fassent retour à tout le monde. L'idée mère de l'écologie, c'était l'Anarchie, c'est-à-dire le populo faisant main-basse sur le saint-frusquin des riches, pour donner à tous la croutille, les frusques et le logis.

Aujourd'hui, cré pétard, tout ça a changé ! Des jean-foutre roubillards se sont mis à frauder l'écologie... comme déjà ils avaient fraudé la Révolution !

Et ils ont aux trois quarts réussi, les salauds ! Maintenant, qui dit "écologie" dit "gestion des ressources", "pots catalytiques", "stations d'épuration", "intervention de l'Etat" fourrant son nez où les autres ont le cul ;

— la fin finale serait l'Etat se targuant d'être écologiste alors qu'il monopolise, par exemple, la distribution de l'énergie !

— Hein, ma vieille, nous serions froscois si les messieurs de Paris venaient décider à Terrfort et à Janticot ce qu'il faut semer dans tel ou tel champ.

— Oh là là, oussqu'est ma fourche !

— D'autres encore ne voient dans l'écologie qu'une nouvelle étiquette pour mieux vendre leur soupe. Tous les marioupiers, tous les putassiers, tous les grinchés de la Haute se disent écotos. LALONDE a comencé la danse ; le petit pourri de ROCARD, la charogne de CHIRAC les commerçants, les industriels, les banquiers lui emboîtent le pas !

— Vont-ils nous foutre de la poudre aux yeux avec cette bouillabaisse ?

— Macache, cochon de dieu ! En face des écotos à la manque se dressent les écotos pour de bon. Et foutre, pas besoin de dire que c'est les seuls anarchos.

— Mais, avec tout ça il se fait tard ; la mère Barbassou doit me trouver ; dire, — nous recauserons une autre fois de l'Anarchie ; jeudi prochain, si tu veux me rendre visite à la veillée... »



A PROPOS D'UN CERTAIN BICENTENAIRE...

• Un billet d'humeur de Toulouse • Un texte "des amis de Varlet" : « Défaite de la raison » • Un bilan (extrait de *Courant Alternatif* n° 86) sur l'activité des "comités des sans-cravates" • Nous avons d'autre part reçu YARK-YARK n° 2 - journal mural (double format photocopie) réalisé par le Comité des Sans-Cravates de Lyon - 44, rue Burdeau 69001 Lyon • et "Gare l'explosion", réédition d'un texte de Varlet, critique radicale du gouvernement révolutionnaire (8 pages, format 21 x 27).

Vous, les entrepreneurs audacieux, les capitaines d'industries courageux, dont la fortune dépend de la renommée, qui surveillez les moindres courants d'air pour enfler vos couvre-chef, qui rêvez d'imprimer votre cachet sur le dos des ours des Pyrénées, qui ne laissez rien passer sans le mécénatiser, vous enfin qui avez financé le Bicentenaire... Merci !

Si vos cahiers, vos éponges, vos saucissons, vos placements immobiliers, vos lacets, vos quinzaines commerciales, vos stylos, vos canapés, vos allumettes ou vos séries télévisées ne nous rappelaient à chaque instant de quoi 1989 est le bicentenaire, personne assurément ne s'en souviendrait en 1990. Toute cette imagination enfin au pouvoir nous invente de bien beaux jouets pour ne jamais

oublier : la seule, la vraie, l'unique, c'est pas la Commune, Octobre 17, la Longue Marche ou Mai 68, non, c'est :

"LA REVOLUTION FRANÇAISE" (marque déposée).

Le produit bicentenaire est un produit merveilleux, honnête et sincère, pour tout dire franc comme l'or. Chaque Français vous est reconnaissant d'embellir la fête en fournissant les lampions imprimés à votre nom. Et pourtant cette révolution, c'est dépassé ! Y en a-t-il parmi vous, derniers aventuriers, d'encore plus téméraires et plus irrévérencieux pour, dès maintenant, sponsoriser la prochaine ?

A. ZARMA

P.S. : Votre comptable vous expliquera comment déduire vos dons à la révolution de votre montant imposable.

DEFAITE DE LA RAISON

« Que d'autres pavoisent et illuminent leurs fenêtres (...). Si vous êtes avec les maîtres contre les esclaves (...), applaudissez aux harangues officielles, et fêtons la prise de la Bastille ! Pour nous, nous ne la fêtons point parce que nous ne sommes pas déliés ! »

(Le groupe "L'Avant-Garde" de Londres), le 14 juillet 1893

Ce 21 mars, vos professeurs se sont soumis, pour la plupart, aux directives de ceux qui nous gouvernent. Ils ont accepté de se constituer en relais de leur propagande qui consiste à présenter, au mépris de la réalité, le système politique et social français comme le garant de notre liberté. Mais la manière dont les politiciens im-

sent sans discussion, de fêter une révolution qu'ils détestent dans le principe est un démenti flagrant de leur prétention. L'homme d'Etat Mermaz disait ainsi en 1983 : « Toute notre démarche dans la France d'aujourd'hui est de faire en sorte qu'il n'y ait plus de révolution ». Ils vous forcent à célébrer en ce jour leur mépris de la démocratie réelle, directe, qu'expérimenta une partie des révolutionnaires de 1789.

Ceux-ci : sections parisiennes, Enragés (Leclerc, Roux, Varlet...) combattaient pour que le peuple puisse décider directement de son sort. Ils s'opposèrent ainsi, en septembre 1793, à un décret de la Convention qui interdisait aux sections parisiennes de se réunir en permanence, et qui en salariait les

participants. La bourgeoisie révolutionnaire s'efforçait alors d'abolir cette démocratie directe que la population la plus démunie tentait de pratiquer, non pas tous les sept ans, mais à tout moment. Il importait aux nouveaux maîtres de la société de consolider par tous les moyens le pouvoir des propriétaires et des marchands, et d'élever au rang de représentants permanents des hommes dévoués à leur cause, payés pour la défendre.

Ces "représentants", au nom de l'intérêt général qu'ils ont usurpé, jetèrent dans leurs prisons les tenants de l'oppression féodale, aussi bien que les révolutionnaires les plus décidés. Et depuis, leurs successeurs ont pérennisé cette "démocratie représentative" qui n'est démocratique que de nom.



Jean-Jacques Rousseau, à ce propos, remarquant dans *Le Contrat Social* : « Le peuple anglais pense être libre, il se trompe fort ; il ne l'est que durant l'élection des membres du Parlement : sitôt qu'ils sont élus, il est esclave, il n'est rien ». Tandis que ceux qui sont devenus tout dans l'ordre politique ont exploité hommes et choses jusqu'à conduire ce monde au bord de l'abîme. Entre leurs mains, la science est en effet devenue une cause de malheur, le fameux "progrès" se manifeste désormais par l'empoisonnement croissant des conditions élémentaires de la vie (l'air, l'eau, etc.), et condamne l'avenir.

« Une génération ne peut assujettir à ses lois les générations futures » (Article 28 de la *Déclaration des droits de l'homme et du citoyen* - 1793).

Et c'est ce monde qu'ils voudraient nous faire glorifier aujourd'hui, en plantant des arbres de la "liberté" ! De qui se moquent-ils ? On nous parle d'arbre "millénaire", alors que la planète qu'ils ont minée n'en a plus, selon leurs propres spécialistes, que pour quelques dizaines d'années de survie. Et seule l'action des hommes, déterminés à se débarrasser de ces

experts qui, après avoir cautionné tout le mal, prétendent encore nous en délivrer, pourrait renverser le cours catastrophique de cette histoire, comme jadis elle a renversé l'ordre féodal. Il est bien clair que ce n'est pas la liberté, mais son image que les commémorateurs mettent en avant. D'ailleurs Jeanneney, le survivant des présidents de la Mission du Bicentenaire, ne veut-il pas concrétiser « symboliquement par cette fête (le 14 juillet) l'adhésion des régions de France et des peuples de la Terre au nouvel ordre créé dans les années révolutionnaires (...) » ?

C'est à vous que les marchands de commerce de la fin du monde délèguent le soin de commémorer 1789. Ils ne lésinent pas sur les moyens pour arriver à leurs fins : les manuels d'instruction civique de cette année ne sont rien d'autre que des opuscules de propagande de l'Etat français, qui cherche à imposer son "droit", sa police, ses institutions. A les lire, on pourrait se croire sur une autre planète car, selon eux, les droits profitent à tous, la police ne flingue ni ne tabasse, et les institutions nous protègent de l'arbitraire. Mais faut-il rappeler qu'une Nantaise de 14 ans et demi a été, ce mois-ci,

jetée en prison avec sa mère pour "outrage à magistrat". En voilà un qui n'a pas volé les injures qu'il a reçues.

Au XIX^e siècle, la société n'exigeait pas des enfants qu'ils soient contents de leur sort. Les enfants des pauvres devaient travailler dès le plus jeune âge, comme des bêtes de somme, pour la plus grande gloire du capitalisme triomphant.

De nos jours, le travail qui vous est demandé, surtout en ce 21 mars, consiste à fêter l'époque dont vous pâtissez. Sans autre droit que celui d'intégrer des connaissances qui doivent faire de vous des agents du despotisme seulement "éclairé" par ses manœuvres criminelles, vous avez le devoir de glorifier un monde qui est hors d'état de le faire lui-même, tant il est visiblement saccagé.

Conclusion : « Quand le gouvernement viole les droits du peuple, l'insurrection est pour le peuple, et pour chaque portion du peuple le plus sacré des droits et le plus indispensable des devoirs. » (Article 35 de la *Déclaration des droits de l'homme et du citoyen* - 1793).

LES AMIS DE VARLET

■ ET LA RÉVOLUTION BORDEL !

Le 25 février dernier s'est tenue, en banlieue parisienne, la première rencontre nationale appelée par le "Comité des Sans-Cravates". A travers une discussion en assemblée générale, cette rencontre devait permettre la mise en place des outils nécessaires au démarrage de la campagne : un véritable Appel National et un minimum de structuration pour que chacun puisse se sentir à l'aise dans les arcanes inévitables d'une initiative qui se veut ambitieuse. Dans un texte "Nous l'aimons tant la Révolution", diffusé lors de cette réunion, et que nous publions ici, les initiateurs de cette campagne tentent de préciser un peu plus la signification qu'ils entendent exprimer à travers cette initiative.

(1) A l'exception du groupe "Coup pour coup" qui a tenté de faire la critique.

(2) En outre, qu'il faille regretter certaines positions érigées considérant la révolution française comme bourgeoise, impérialiste tout au long de la dynamique sociale et donc, aussi, son caractère populaire avec ses contradictions politiques et sociales. Voir à ce sujet de nombreuses études sur les Sans-Culottes, les travaux de Dommenget sur les Enragés et les ouvrages de D. Guillemin : *Les Autres de classe sont la République* et *Bourgeois et Sans-culottes*.

(3) ++ rue Bordeaux, 69001 Lyon.



Une soixantaine de personnes ont débattu pendant une après-midi des enjeux et des échéances d'une campagne qui a pour ambition de troubler, autant que faire se peut, les cérémonies du bi-centenaire et le climat consensuel qui les accompagne.

Si l'appel initial (voir CA 81, décembre 88) n'a pas été globalement remis en cause (1) et peut donc être considéré comme le cadre minimum de la campagne, la dimension politique voire idéologique n'a pas pour autant été écartonnée : les différents courants ou sensibilités représentés ont naturellement exprimé ce qui les motivait le plus à travers cette initiative, aussi bien sur le fond que sur la forme : affirmation d'une identité ou d'une "ligne" politique explicite pour certains, actions symboliques et percutantes contre les célébrations officielles pour d'autres, moment privilégié pour des collectifs de lutte d'élargir le champ de leur problématique (et l'audience de leur combat), occasion de faire le lien entre diverses

préoccupations rarement mises en perspectives ou en continuité, mais aussi volonté, contre les représentations officielles de la Révolution, de se réapproprier et de diffuser une signification et une connaissance, smog d'histoire de toute la période révolutionnaire, du moins de certains de ses épisodes et de ses acteurs (les sans-culottes, Hébertistes, Enragés...) qui correspondent le plus à des préoccupations ou positions actuelles (2).

C'est ainsi, par exemple, que SOS-Tahiti propose une initiative début juillet (anniversaire du début des essais nucléaires dans le Pacifique en raison de l'abandon du Sahara pour cause — tout un symbole ! — d'indépendance de l'Algérie) qui permettra de mettre en lumière les liens entre le nucléaire militaire (et civil) et la politique coloniale de l'Etat français, en essayant d'y associer les forces à priori les plus concernées (mouvements indépendantistes des DOM-TOM, antinucléaires hexagonaux...).

A Lyon, le Comité des Sans-Cravates (3) se propose d'organiser chaque mois une intervention sur un thème donné, appuyé par un journal mural. A l'ordre du jour : la précarité, la pollution et le nucléaire (Mairie), la lutte contre le viol, etc. ➡



Sur Toulouse, plusieurs groupes (dont le SCALP) ont diffusé l'appel et tenteront de coordonner leur action.

Sur la fac de Nanterre, les Sans Cravates entendent mener des actions en rapport avec la réalité de la fac et de la ville. Par exemple, action sur le restaurant universitaire qui n'est pas accessible aux fauchés sous prétexte qu'ils ne sont pas étudiants. Volonté aussi de poser la question des rapports Nord-Sud et de l'Europe de 93.

Ce thème de la domination à l'échelle mondiale est apparu comme un des axes centraux de la campagne. Le 14 juillet en effet, Mitterrand organise, au nom de l'héritage de la Révolution française et des Droits de l'Homme, le sommet des 7 pays les plus industrialisés qui ont, depuis des siècles ou des décennies, fondé leur puissance économique et leur suprématie à coup de massacres, de pillages et de guerres. On comprend aisément toute la signification que l'Etat français entend donner à travers cette sinistre farce : rassembler, dans un gigantesque show son et lumière en plein air, la population parisienne et bien au-delà, afin qu'elle plebiscite ses dirigeants et un mode de domination et d'exploitation qu'ils entendent maintenir à l'échelle de toute la planète. On touche ici du doigt un des principaux enjeux du 14 juillet 1989 et du Bicentenaire : notre une meilleure défense des positions de la France dans le cadre européen, donner un sens somme toute assez précis au consensus et fournir une vision globale, pas seulement de la société française, mais du monde entier, autour d'équations simples : progrès = démocratie = droits de l'homme = pays développés ; arriération = dictature = misère = pays - en voie de développement -.

Alors, faire de la première quinzaine de juillet une période d'affirmation de notre opposition à cette escroquerie semble un minimum pour tous ceux et celles qui refusent de se laisser enfermer dans une vision - nationale - des rapports de force et de l'affrontement social.

Le 14 juillet, c'est aussi une date où une prison fut prise d'assaut. Certes, les prisonniers enfermés à la Bastille étaient peu nombreux et ceux qui les libérèrent étaient aussi venus chercher de la poudre pour se battre. Mais profiter de cette commémoration du 14 juillet pour exprimer notre solidarité avec les toulousiens et au-delà, notre désir d'une société sans prison, a été approuvé par tous les présents de cette réunion des Sans Cravates. A l'heure où les prisonniers - toutes catégories - accumulent les expériences de lutte et où se pose concrètement la problématique d'une (auto) organisation

permanente, être avec les prisonniers, massivement, ne serait-ce qu'un jour, permettrait de soulager l'extraordinaire pression exercée à l'intérieur par l'administration pénitentiaire et aurait une signification d'une portée beaucoup plus générale : la prison comme réalité à abattre mais aussi comme symbole d'un système de pouvoir et d'oppression à abolir.

Reste maintenant à concrétiser cette double thématique (contre le sommet impérialiste, contre la prison) sur laquelle les débats ont le plus souvent porté.

Déjà, circule une proposition de manifestation contre le sommet des 7, le 8 juillet à Paris. Par ailleurs, Luc Reineke, militant indépendantiste guadeloupéen, a lancé voici plusieurs mois depuis sa prison de Fleury-Mérogis, un « Appel aux colonisés de la Caraïbe et d'ailleurs » (4) afin d'organiser le 14 juillet à Paris une grande « marche pour la terre et la liberté ».

Nul doute que d'autres initiatives surgiront d'ici là. Alors, oui, il faudra descendre dans la rue. Avec les Guadeloupéens et les autres peuples colonisés par l'Etat français, avec tous ceux qui luttent de par le monde contre la barbarie impérialiste, avec les prisonniers de France et d'ailleurs, avec tous les exclus que ce système ne cesse de produire (5) ; il faudra sortir dans la rue, massivement et déterminés. Il faut faire de la première quinzaine de juillet une période de mobilisation générale, de manifestation d'actions (place à l'auto-détermination (6) contre les privilèges de la planète et les maîtres de l'économie mondiale, contre le marché de dupe de cette démocratie qui maintient les classes sociales et exclut toujours plus la majorité des gens de tout pouvoir.

Aujourd'hui le rôle spécifique des initiateurs de la campagne est terminé (à part les tâches ingrates de secrétariat). Il appartient à tous ceux et celles qui s'inscrivent dans cette démarche, d'élaborer les projets, les matériels et de mettre en place les structures nécessaires à la mobilisation.

La réussite de la marche nationale des Sans Cravates projetée pour octobre, ne sera possible que si dès cet été, des échéances d'engagement auront été menées à bien.

Cette marche nationale prendra également tout son sens si on veut bien prendre en considération des données plus générales : un mouvement révolutionnaire 68 qui a été défilé au profit d'une social-démocratie quasi hégémonique (6), un nouveau cadre institutionnel européen qui se dessine, une période d'offensive capitaliste et de restructuration idéologique, sociale, économique qui aura mis à mal bien des références établies en termes de solidarité, de projectualité sociale et d'appartenance de classe, mais aussi une remobilisation récente exprimant massivement mais confusément le refus d'un modèle social présenté comme irremplaçable. Et c'est sur ce dernier point que se sont accumulés de solides verrous. Des mouvements sociaux à la transformation sociale il y a aujourd'hui un gouffre qu'il faudra bien tenter de combler. Puisse l'initiative des Sans Cravates, et bien d'autres, permettre d'aller dans cette direction, même si on sait que ce n'est pas par des raccourcis que l'on franchit plus vite les étapes.

Paris le 12.04.89



(4) Disponible auprès de l'Association Roudres, 129 avenue de St-Denis, 75017 Paris.

(5) Alors que nos dirigeants se préparent à célébrer les droits de l'homme et du citoyen, il est bon de rappeler que pour les citoyens de longue durée, c'est-à-dire les droits, tout, puisqu'ils sont devenus tout à fait effacés - en la de droit -.

(6) Voir les documents de l'auto-communiste italien, intégrés le groupe social démocratique au parti communiste européen. A bon entendement communiste révolutionnaire.



COURANT ALTERNATIF
C / O Eggregore
BP 1213
51058 REIMS CEDEX
Mensuel format 21 x 29,7.
Offset

► **AU SOMMAIRE DE CE DOSSIER PRISON :** • Une lettre d'un détenu de Saint-Maur • Un texte de solidarité de l'A.P.A.D. et de Parloir-Libre sur le mouvement de protestation qui a éclaté le 11 avril dernier, à la Centrale de Poissy. Trois mutins, pris au hasard, seront inculpés. Le 10 mai 1989, le Tribunal correctionnel de Versailles condamnera Luc Diamant, Vincent Maton et Eric Pasquet à, respectivement, 18, 15 et 12 mois d'emprisonnement. • Un texte de Charlie Bauer (extrait de Brise-Glace n° 2 et 3). Libéré depuis quelques mois, après 25 ans passés dans les prisons de la démocratie.

► **REÇU ÉGALEMENT 3 PÉTITIONS :** • La première : « On torture en France, 500 détenu(e)s emmuré(e)s vivant(e)s », émanant du Comité pour l'Abolition de l'Isolement Carcéral (C.A.I.C.) – même adresse que l'A.P.A.D. – • La seconde : « Pour l'abolition de la censure des livres, de la presse et du courrier en prison », émanant de l'A.P.A.D. et de l'A.F.A.P.P. (collectif de soutien aux prisonniers politiques tendance étoile rouge – BP 716. 75162 Paris Cedex 03). • La troisième : « Une mesure scélérate contre des opposants politiques », à propos de l'interdiction de séjour concernant les membres de la revue l'"Internationale" et Hélyette Besse. Pour tous renseignements, s'adresser à : Me Jean-Louis CHALANSET. 64, rue de Rennes 75006 Paris. Tél. 16-1 45 49 14 16

Lettre d'un détenu de la centrale de Saint-Maur

17 AVRIL 1989

Il faut que je vous parle aujourd'hui d'un véritable attentat à la pudeur qui a été commis par un groupe de surveillants de la centrale sur la personne d'une jeune fille mineure venue au parloir.

Le 26 mars 1989, une jeune fille née le 27 mars 1974, venait

passer son anniversaire auprès de son père incarcéré, lorsque celle-ci a été agressée par trois

individus qui lui intimèrent l'ordre de quitter son pantalon.

Cette jeune fille, qui pénétrait pour la première fois dans l'univers carcéral, prit peur et sous l'effet d'une frayeur incontrôlée s'exécuta. Ses larmes de peur et de honte ne produisirent aucun effet sur ses agresseurs en uniforme, agissant au nom d'un prétendu impératif de sécurité et de



consignes suffisamment vagues pour laisser champ libre à tous les excès.

Parmi ces trois représentants de l'ordre pénitentiaire, l'un est un gradé, les deux autres sont de simples porte-clefs. Le pantalon de la jeune fille avait déclenché l'alarme du détecteur à métaux installé à l'entrée de la prison et dessous lequel les familles doivent passer. La loi prévoit cet incident (circulaire D27 N° 1011 du 3 mars 1983 : « Le visiteur ne peut être soumis à la fouille corporelle et encore moins à un déshabillage ; il est seulement invité à présenter les objets métalliques provoquant le déclenchement du signal d'alarme du portique détecteur à métaux, ou à déposer dans un casier spécialement aménagé

à cet effet ces objets. Dans la mesure où le visiteur refuserait de se soumettre à ces formalités, le surveillant lui refuserait l'entrée de l'établissement en l'invitant à revenir après avoir pris soin de se décharger de tout objet métallique ».

Profitant de l'ignorance de cette loi et du pouvoir psychologique de leur fonction et de leurs uniformes, certains membres du personnel de l'administration en profitent pour commettre diverses agressions, ici nous avons l'exemple-type de l'agression sexuelle. Heureusement que cette jeune fille était accompagnée de sa grand-mère, qui a tenté de cacher la nudité de sa petite-fille avec son manteau, sinon où cela aurait-il fini ?

Cela commence par le pantalon et continue par une "fouille approfondie"...

Il est à signaler que plusieurs familles de détenus ont assisté à cet acte inqualifiable, aucune n'a réagi par peur de représailles, perte du droit de visite entre autres.

NON, il ne faut pas accepter ce chantage "au droit de visite" qui ne doit pas être le prix de l'humiliation...

Trois plaintes ont été déposées et depuis le gradé en question n'est plus venu au quartier "détention". Le blâme ou la mutation sera-t-il encore la seule attitude des institutions ?

SOLIDARITÉ !

Pas de sanctions pour les détenus en lutte !

Le 11 avril dernier, les détenus de Poissy ont protesté contre la mise au mitard brutale d'un de leurs camarades qui avait eu un accrochage, uniquement verbal, avec un maton. Ils ont refusé de se rendre aux ateliers, retenu plu-

sieurs surveillants et occupé le bâtiment pendant plusieurs heures.

Ce mouvement fait suite à celui du mois de novembre 1988 où les détenu(e)s avaient manifesté pacifiquement pour leurs reven-

dications en restant 13 h dans la cour.

- Application non restrictive (normale) des textes de loi sur les remises de peine (normale et supplémentaire).
- Même application non restrictive des textes de



- loi concernant les permissions et les conditionnelles.
- Amélioration des conditions de détention pour tous les détenus de POISSY.
 - Révision complète de l'agencement des parloirs actuellement impropres à l'accueil décent de nos familles.
 - Révision à la baisse de tous les prix excessifs de la cantine.

- ...

Suite à ce mouvement de novembre 88, l'administration pénitentiaire avait répondu par les brimades et le mépris des détenus en usant et abusant du rapport d'incident à la moindre pécadille pour faire monter la tension.

Aujourd'hui, suite au mouvement du 11 avril, l'administration pénitentiaire réprime :

- 45 JOURS DE MITARD POUR 4 DETENUS.
- 20 JOURS DE MITARD POUR LE DETENU AYANT EU UN ACCROCHAGE AVEC LE MATON.
- PLUSIEURS CHANGEMENTS DE CELLULE ET TRANSFERTS LE

SAMEDI 15 AVRIL.

- LE 3 MAI, 3 DETENUS DESIGNES COMME "MENEURS" PASSENT EN PROCES A VERSAILLES.

La lutte des détenus de POISSY s'inscrit dans le cadre des diverses luttes carcérales (refus de plateaux, grèves de la faim, mutineries de ST-MAUR, BESANÇON, ENSISHEIM...)

POURQUOI LES DETENUS SE REVOLTE-NT-ILS ?

Il faut savoir qu'en prison les détenus n'ont aucun droit. Confrontés à des conditions de détention déplorables et à la négation de leur dignité, les détenu(e)s n'ont que le droit de fermer leur gueule. L'administration pénitentiaire leur refuse l'expression comme elle interdit le regard de la société dans les prisons. Face à ce mur d'inertie, malgré les répressions systématiques (4 ans fermes pour les 5 d'Ensisheim), les détenus sont déterminés à conquérir leurs droits et luttent courageusement depuis des années. Parmi les revendications les plus souvent exprimées, rappé-

lons :

- ABOLITION DES QUARTIERS D'ISOLEMENT.
- ABOLITION DU PRETOIRE ET DU MITARD, ETC.

Rappelons aussi que dans leur plate-forme revendicative, les détenu(e)s n'oublent pas d'inscrire le droit au respect pour les familles.

Il nous appartient donc à nous aussi, parent(e)s, ami(e)s, ex-détenu(e)s... de relayer la lutte des détenus de POISSY ou d'ailleurs.

SOYONS PRESENTS AUX COTES DES 3 INCULPES DU MOUVEMENT DE POISSY LE 3 MAI 1989 AU TRIBUNAL DE VERSAILLES.

APAD
(Association de parents et amis de détenus)

29, rue Stéphenson
75018 PARIS

Permanence samedi de
17 h à 19 h.

PARLOIR LIBRE
RADIO LUCRECE
(106.7 FM)

le dimanche de 19 h à 21 h.

POURQUOI LES CENTRALES BRULENT-ELLES?



La décennie 70 a vu dans les prisons divers mouvements qui allèrent du mécontentement à la colère et produisant en maintes circonstances révoltes et mutineries. Dans ces années là, une "nouvelle conscience" inspira nombre de prisonniers, laquelle vit l'émergence d'attitudes de refus, individuel et parfois de groupe, vis à vis de l'enfermement, de l'administration pénitentiaire et de l'arbitraire qu'elle impose.

De la contestation à la colère puis de la manifestation à la révolte, l'univers pénitentiaire fut livré au sensationnalisme médiatique. Du vide de droit dans l'espace et le temps s'élevèrent des cris de révolte auxquels répondirent les grenades — pas toujours lacrymogènes — les matraques et les craquements d'os sous les bottes des défenseurs de l'ordre, de la planification, de la norme. On dénombra huit morts et des centaines de blessés à la suite des manifs qui agitèrent et éveillèrent les prisons au cours de l'été 74 : comptabilité qui ne concerne que les détenus. La soldatesque, elle, eut sans doute quelques poignets douloureux à force de frapper, de briser, de mater...

Quelques mesures de "réforme" bâillonnèrent momentanément ces actes de conscience et de refus. Ce fut l'instauration de conditions de détention variables, du Q.H.S. au Centre de détention, selon la nature du délit et surtout le comportement en détention : la fiche de conduite. Dans les maisons d'arrêt (établissements pour prévenus), la menace ou l'espoir d'une nouvelle affectation était toujours sous-entendue même si elle n'était guère appliquée dans les faits.

En l'absence de repères qui balisent le temps, le détenu est soumis à l'impérieuse nécessité d'organiser son "temps" à court terme : repas, promenades, parloirs avec la famille (lorsqu'il y en a) et jugement (si l'on est prévenu). Quelques années ont ainsi passé sans trop de turbulences sauf pour les "irréductibles", les "me-

nours" et autres "dangereux" qu'on avait enfermés dans les Q.H.S.

Les années 80, avec les senteurs de la rose, firent naître des espoirs, légitimes, mais délirants. Semblable à l'ouvrier dont il est le fils, le frère ou le père, malgré ses illusions narcissiques, le prisonnier se prit à espérer. Mais victime des excès typiques d'un espace-temps où, à force de réduction et d'abstraction, les événements perdent toute réalité, son espoir devint délire. Un avocat devenait ministre de la justice! Et chacun crut que ses espoirs étaient fondés dans la réalité. Il suffisait de lui laisser le temps, qu'il trouve les moyens, que nous nous montrions "responsables" (comme dit alors *Libération*, officiel bon chic des putes au pouvoir)... Tout le monde devait jouer le jeu de la responsabilité et de l'Etat de droit. Même les QHS se turent.

La rose eut tôt fait de se faner et son odeur putride de balayer tous les espoirs que le printemps de mai avait fait éclore. L'année 1982 fut celle de mutilations en masse. Par dizaines, voire par centaines, les prisonniers se tailladèrent les veines des bras en signe de protestation. Ils réclamaient une détention plus décente, plus humaine. La réponse fut ce qu'elle a toujours été : répression, matraquage, bastonnade, transferts, tribunaux...

1983, 1984... la coordination entre les prisons, entre les luttes était loin d'être acquise. On vit pourtant éclater périodiquement contre le béton des murailles quelques formes de solidarité. Mais c'était une solidarité insurrectionnelle, toujours limitée dans le temps, tant la riposte de l'appareil répressif était immédiate, tant cette brutalité, parfaitement rodée par le nombre des révoltes, était "efficace".

Cette efficacité devient aujourd'hui douteuse quand on commence à admettre que la seule réforme possible c'est la destruction de la prison, de cet institution qui jour après jour opprime, réprime, anéantit. Il n'est plus temps de prétendre engager sur le sujet une réflexion "objective", "sérieuse". Non, aujourd'hui tous les détenus ont mal et ont conscience de cette douleur. Et lorsqu'on souffre, la seule alternative est de réagir, quitte à employer la violence. Il faut bousculer l'absurde quand il écrase la raison. Quand on a été nié, abstrait, irresponsabilisé, infantilisé, la révolte obéit à une logique implacable.

Malgré le maintien de conditions de détention précaires, d'un arbitraire omniprésent, des dictats mortifères, de la négation de l'espoir, les condamnations

sont en France de plus en plus sévères. Alors que tous les pays européens reconsidèrent les mesures d'exclusion, on continue ici à infliger des peines de 40 ans de prison! De gauche comme de droite, les lois sont toujours éliminatoires. De cela, chaque prisonnier a désormais une conscience aigüe.

Les télévisions et leurs chaînes multiples ne réussiront pas à enchaîner les prisonniers plus qu'ils ne le sont. Le salut n'est plus ce qu'il était, fait de renoncement, de compromissions, de reptations, de veulerie, d'abrutissement... Non, aujourd'hui, il y a la révolte. Et de cette intelligence renaît l'espoir.

Charlie BAUER

LE BRISE-GLACE

SOMMAIRE	
Le point d'incision de l'histoire déconstruite	1
Sur les chemins entre autres, les camps et les prisons	12
Le spectacle, spectacle du rétablissement	17
Prisonniers, prisonniers, prisonniers	23
Le point d'incision	28

LE BRISE-GLACE n° 2-3
BP 214
75623 PARIS CEDEX
32 pages.
Format 21 x 29,7. Offset

Lettre à Kyou

LE BRISE-GLACE PRINTEMPS 1989

Salut, ami!

Heureusement que l'ami Charlie B. a pu assister à ton dernier procès, il nous en a rapporté un écho. Le seul compte-rendu que la presse ait fourni de ton intervention ne donnant qu'une idée fort lointaine, en dépit de la bonne volonté de la journaliste de *L'Libération* (...). La dite intervention comportait apparemment des ajouts par rapport au texte que nous devons publier. Si c'est bien le cas, peut-être faudrait-il que tu nous les communicates.

Outre les qualités de courage et de fermeté morale qu'elles impliquent, ce qui nous touche dans ta (votre) démarche, ce qui nous est très proche, c'est cette façon de se défendre en affirmant ce que l'on est, de la manière la plus publique possible, sans concession et sans la carapace d'un jargon idéologique. Sur le terrain où tu te bats, le risque de la double pensée est particulièrement élevé. En effet, si le mensonge constitue l'une des armes légitimes des individus confrontés à la justice (elle-même le reconnaît, d'ailleurs, puisque ce n'est pas un délit que de lui raconter des craques quand on est accusé), il imprime trop souvent sa marque sur l'ensemble des comportements de qui y recourt. Ce qui est acceptable face à un ennemi qui a tous les atouts en main devient franchement insupportable dans les rapports avec un public sans pouvoir et a fortiori avec des camarades. Votre combat a visage découvert interdit toute manipulation, de votre part, de celle des médias ou de la justice et de ses auxiliaires. J'ai souvent été frappé par l'espèce de connivence qui s'établit d'ordinaire dans un tribunal, entre les acteurs de cet étrange théâtre où tout le monde sait que tout le monde joue la comédie mais où une partie seulement des comédiens retourne ensuite à la vie réelle. En affirmant ce que tu es, ce que vous êtes, toi et les camarades avez pris d'un seul coup ce poids de réalité dont parle Genêt à propos des Palestiniens qui, parce qu'ils se battent, ont dans leur geste la pesanteur de la vérité. Et c'est l'institution qui vous broie qui dévoile l'irréalité de son discours incapable de rendre compte des besoins et des passions vraies des hommes.

Le n° 2-3 du *Brise-Glace* doit paraître bientôt. Outre ton texte et une note de Charlie B. sur la situation des prisons aujourd'hui on trouvera dans la revue un article sur la démocratie exprimant les positions de fond des rédacteurs, et le début d'un autre, assez long, sur le sionisme. Nous partageons la plupart des vues de ce dernier article mais d'une manière générale il faut considérer que seuls les papiers non signés (et non

présentés comme "document") défendent précisément le point de vue du *Brise-Glace*.

(...) Nous en avons soupé d'une certaine arrogance trop répandue dans le micro-milieu des ennemis de cette société. Qu'ils cherchent à imiter la morgue d'un loupard quelque peu mythifié ou celle des situs (eux-mêmes héritiers d'une tradition qui mêle les mœurs des cafés littéraires aux excellentes habitudes de provocation et d'insultes anarchistes), ils ont vite fait de cracher sur quiconque n'entre pas dans leur grille d'interprétation. Or il est de fait que notre réflexion et notre activité s'est beaucoup enrichie dans le dialogue et la collaboration avec des gens avec qui nous avons des désaccords profonds. C'est que nous les avons rencontrés en ayant à l'esprit au moins autant ce qu'ils faisaient que ce qu'ils disaient. Des activistes de Vitry-aux-Loges à Charlie B., toute la palette des attitudes est possible : le second, en dépit de ses références léninistes, est un ami et un camarade très proche, les premiers sont, dans leurs discours stalinien des ennemis directs, dans leur lutte armée les instruments manipulés de nos ennemis et dans leur dénonciation du cirque judiciaire ou de leurs conditions de détention des révoltés dont la parole nous touche.

Dans ta prison, dans ce lieu qui est à la fois coupé de la société et en reproduit les tares les plus voyantes, je me demande comment tu peux imaginer cette nébuleuse d'où je te parle, celle des gens qui rejettent la société dans son principe et dans ses détails. Quand à la belle promesse des années alentour de 68 a succédé la défaite devant une Économie d'autant plus sacralisée qu'elle était "en crise", ceux qui n'ont pas renoncé, et ils étaient peu nombreux, se sont éparpillés dans bien des directions. Les uns, débarrassés des semelles plombées d'un marxisme version bordiguiste se sont envolés dans la stratosphère d'une Communauté humaine de plus en plus mystique les autres ont renoncé à affirmer toute visée globale autre que le soutien aux rébellions — de préférence violentes — des pauvres, d'autres ont continué sur les rails d'une critique situationniste du monde — et de fait, leur activité ressemble bien souvent à la rédaction d'une espèce de *Monde situ*, puisque chaque événement, du plus insignifiant au plus fondamental peut être réécrit en situation, sans que la compréhension ni la capacité d'intervention de quiconque en soit avancée d'un millième de millimètre. D'autres encore ont découvert l'individu et annoncé aux lecteurs mé-

dusés que, désormais, il fallait en finir avec toute société, en employant parfois des arguments d'une imbecillité rare : "une orange plus une orange ne font pas une mandarine" (ils confondent apparemment la relation sociale avec une addition d'objets — prenant ainsi un fantasme capitaliste pour la réalité). Cependant toutes ces errances signalent des failles de la réflexion révolutionnaire, qu'il s'agisse de la question du rapport entre notre vie quotidienne, notre activité de révolutionnaires et notre propre réflexion, ou de l'évacuation par une mystique de la révolution anonyme, de la question de l'individu. Plus généralement, ces divagations renvoient à la question centrale de ces dernières années : "Mais où est donc passé le sujet révolutionnaire?" Pour de plus amples détails sur la continuité révolutionnaire dans laquelle nous nous reconnaissons, voir *La Banquise* n° 2 "Le roman de nos origines".

La disparition de cette revue au profit du *Brise-Glace* correspond d'une part à une réduction des effectifs, consécutive à la crise racontée dans le n° 4 de *LB* ("Nouvelles du froid"), d'autre part à des exigences présentes dès l'origine dans le projet de *LB* mais que nous avons perdues en route : coller d'un peu plus près à l'actualité, s'ouvrir à des contributions extérieures (signées) et, surtout, trouver une forme de texte où la réflexion aille en profondeur tout en visant la simplicité et la brièveté de l'expression. Tout affadissement de la pensée sous prétexte de "se faire comprendre" montre un mépris du lecteur mais toute complication superflue trahit chez le rédacteur un plaisir narcissique qui parasite celui de communiquer. Certains articles de *LB*, croulant sous les références, sans plan bien affirmé, étaient plutôt le sous-bassement du véritable article qui aurait dû paraître : le résultat est cet aspect un peu trop "revue de recherche" de la défunte *Banquise*. L'article sur la Palestine dans *LB* n° 1 nous paraît en revanche assez réussi par rapport aux exigences énoncées plus haut.

En t'écrivant, j'ai vérifié combien toute rencontre authentique entre individus contient les questions qui se posent aux collectivités qui les englobent. J'ai eu envie de te parler de nous, ce qui a donné une lettre que nous pourrions fort bien, si tu le permets, publier dans *LB* n° 2-3, à titre de présentation de la revue et de son projet. (...)

A te lire.

Fraternellement,

Serge Q.

Le silence et la terreur

Tableau de mœurs.

Début octobre 1988, un court article du *Monde* signalait que quatre détenus d'Action directe entamaient une grève de la faim pour réclamer «la fermeture des quartiers d'isolement, la fin et la levée immédiate de toutes les mesures d'isolement et en solidarité avec la lutte des prisonniers basques». Répétition, à l'approche d'un procès qui n'eut pas lieu, pour cause de grève des gardiens de prison, de l'action spectaculaire menée par les détenus(e)s d'A.d. entre le premier décembre 1987 et le 26 mars 1988. Leurs revendications d'alors étaient les mêmes si l'on y ajoute le regroupement par attribution du statut de «détenus politiques». Le mot embarras est faible pour décrire l'attitude des milieux libertaires face à ce que les militants d'A.d. présentaient comme une lutte à mort. A-t-on oublié les audiences dantesques où rituellement un médecin expert venait attester que les demi-cadavres prostrés sur leur siège étaient parfaitement aptes à être jugés, où l'on interrompait la cérémonie funèbre le temps d'une perleson ? Laissera-t-on perdre pour l'histoire de l'ignominie la perle de l'avocat général stigmatisant le surnom que s'était choisi Roullan : «On l'appelle Klaus dans son groupe. Ce prénom a une consonance S.S. !» (*Le Monde*, 28-29 février). Or il advint que ce furent les démocrates honnis, les ridicules humanistes qui réagirent les premiers à tout cela. La Ligue des droits de l'homme demandait à Chalandon de mettre fin à l'isolement des détenus tandis que Geismar dénonçait la «terreur d'Etat».

Dans leur grande majorité, les libertaires se taisaient. Il me paraît utile de revenir sur ce silence non seulement pour le flétrir mais pour en énumérer quelques-à-côtés peu réjouissants. J'en ai évoqué en mars 1985 (dans un texte intitulé «Contre A.d. et contre l'Etat» publié par *Le Monde libertaire*, l'«entraide et IRL») la gêne des libertaires à prendre clairement position à la fois contre AD et contre le terrorisme d'Etat. Quelques explications confuses glanées ça et là peuvent contribuer à l'éclairer.

Disons tout de suite que la confusion ne régnait pas chez les seuls anars, l'attitude passée des militants d'A.d., le comportement de leur principal défenseur, Maître Ripert, qui semblait davantage un croque-mort qu'un avocat tant il accueillait sans scandale chaque nouvelle journée de procès, allant jusqu'à combattre toute initiative qui aurait tranché avec la morbidité supposée héroïque de ses clients, tout cela n'aidait pas à y voir clair, même pas ceux et celles qui s'étaient réunis dans un Collectif d'information sur la grève.

Le Monde libertaire (n°991, 21 janv.) donnait la parole à Ripert, qui déclarait : «Je défends des prisonniers politiques, et tant qu'ils seront mes clients, je m'attacherais à ce qu'ils puissent vivre et s'exprimer politiquement.» De quelle expression s'agit-il ? Parlant du déploiement policier autour de la salle d'audience, Ripert ajoute : «Nous assistons à une machine judiciaire destinée à interdire un mode d'expression politique qui ne pratique pas la lutte armée, qui ne la soutient pas, mais qui accepte de la reconnaître comme une forme d'expression politique.» En fait de confusion, il est difficile de faire mieux. En somme, il y a des gens qui per exemple adhèrent à des syndicats ou rédigent des journaux, et d'autres descendent des patrons et des généraux au coin des rues : chacun son truc, tout le monde a bien le droit de «s'exprimer» de la manière qui lui convient le mieux, on est en République ou non ? S'il s'agissait d'humour noir, on pourrait en rire, mais ni Ripert ni les militants d'A.d. ne semblent posséder de grands talents dans ce domaine. C'est plus tristement le dernier refuge de la stratégie groupusculaire : réclamer à l'ennemi qu'il vous rende les honneurs d'us à un combattant vaincu (ici, le statut de «politique»). On va voir que cette déplorable et surtout dérisoire tentation n'est pas propre aux partisans de la lutte armée. Commentant précisément l'action d'A.d., *Courant alternatif* (mars 1988) n'écrit-il pas : «le ressort de l'action militante, c'est quand même la conquête d'une légitimité sociale.» Peut-être l'éditorialiste ne l'entend-il pas de la même manière que Roullan, mais c'est le même désir de reconnaissance, auquel Henri Lefebvre seul accablait en faisant savoir qu'il considère A.d. comme une espèce de tendance du projet communiste tel qu'il le conçoit (en plein accord donc avec le vœu de Ripert). Disons en passant que cela sent fort le marketing subversif : les assassinats sont impopulaires, abstenez-vous ; s'ils plaisent, nous égorgons tant qu'il le faudra : le public préfère (façon de parler) l'agit-prop, qu'à cela ne tienne, branche la roné ! Voilà qui n'est guère favorable à la réflexion théorique sur la violence et le projet révolutionnaire. Dans le numéro déjà cité, le M.I. publiait un article honnête de Gérard Coste qui regrettait le «black-out» de beaucoup d'anarchistes, et un communiqué de la F.a. consacré pour moitié à condamner l'isolement des prisonniers et pour moitié à critiquer A.d. Nidans le M.I., ni dans le dossier de six pages de *Courant alternatif* ne figuraient d'extraits des textes envoyés de prison par Aubron, Roullan, Ménigon et Cipriani. On n'en citait pas davantage dans IRL (fév.-mars 1988)

dont l'éditorial affirmait la nécessaire solidarité avec des êtres humains «victimes du système». Ni textes ni même la plus petite mention de la grève de la faim dans *Lutter*, journal de l'U.T.C.L. (n°22, fév. 1988) dont les militants étaient, il est vrai, fort occupés à «faire avancer l'alternative...» en rejoignant les collectifs mis en place autour de la candidature de Pierre Juquin. Comme ils le disaient, «Faute d'autres voies ouvertes, nombreux sont ceux qui s'exprimeront avec le bulletin de vote contre la droite». Autant, donc, leur proposer un vote intelligent. Remarquons là encore le souci de suivre au plus près le comportement des consommateurs, quitte à admettre que rien, en février 1988, n'était plus urgent que de «s'exprimer contre la droite». (Note : l'U.T.C.L. de Toulouse a participé aux actions de protestation.)

Seul *Réflexes* (n°14, mars 1988) publiait à l'intérieur d'un dossier de cinq pages des extraits des témoignages des grévistes. C'était également le cas, en dehors des journaux libertaires, du bulletin de l'Association des parents et amis des détenus (A.P.A.D., 29, rue Stephenson, 75020, Paris, n°9, fév. 1988) et d'une petite revue soutenant la lutte armée intitulée *Rock Army Fraktion*. Ce n'était pas le seul risque de mort qui rendait les textes des militants d'A.d. poignants, mais le fait qu'enfin ils avaisent quelque chose à nous dire, à nous apprendre, qu'enfin ils parlaient à la première personne, ne retrouvant la misérable jargon marxiste-léniniste-combattant qu'en conclusion de chaque témoignage et dans la déclaration du 26 mars 1988 annonçant la fin de la grève.

Hélas, ceux qui s'étaient tant moqués de ce jargon allaient censurer pareillement des textes où les militants d'A.d., contraints par la souffrance et l'isolement, parlaient soudain une langue simple, émouvante, parfaitement audible. N'est-ce pas cela d'ailleurs qui fut conjuré par le silence ? Pourtant, une revue comme *Poëtes* prenait le risque (si si si il y eut) de publier le texte de Nathalie Ménigon. D'honnêtes journalistes de gauche étaient donc plus conséquents que des anarchistes ! Voilà qui est bien triste.

En se taisant les libertaires ont peut-être voulu faire croire qu'ils avaient rompu définitivement avec ce qu'ils considéraient comme une période sombre de leur histoire, je veux parler de l'époque de la «propagande par le fait». Des années de patient militantisme seraient ainsi ruinées par de fâcheuses associations d'idées. Ces angoisses de boutique montrent à contrario que rien n'est réglé dans les têtes et que le minimum de réflexion théorique qui devrait permettre de dire haut et clair ce que l'on pense, sans état d'âme ni souci du qu'en-dira-t-on, fait défaut à beaucoup de ceux qui se récla-

Fieschi, auteur de la machine infernale (Louis-Philippe).



L'anarchiste Ravachol (1892)



Casterio, le meurtrier du Président Carnot (1894)



RÉGICIDES ET ANARCHISTES

ment de l'anarchisme ou du «communisme libertaire». Ravachol n'a pas fini d'embarrasser les anarchistes, y compris ceux qui grimaient de dégoût à la seule évocation de son nom. A chacun ses aversions: pour moi, je me défie de ceux qui laissent s'accomplir des ignominies sous leurs yeux et se taisent quand ils ont les moyens de parler.

Une provocation

Sollicité par des amis membres du Collectif d'information sur la grève, j'eus finalement l'idée de porter plainte conjointement avec Yves Le Bonniec contre Albin Chalandon, garde des sceaux. Nous déposâmes plainte avec constitution de partie civile pour «provocation au suicide» et «non-assistance à personne en danger». La provocation avait été définie (si l'on peut dire) par la loi du premier janvier 1988, explicitement dirigée contre Suicide, mode d'emploi. A l'époque, Chalandon déclarait qu'il avait paru «souhaitable d'introduire dans le code pénal des dispositions répressives punitives ceux qui, profitant de la faiblesse, peut-être passagère, d'être momentanément dépourvus ou démunis de leurs facultés de discernement les poussent au suicide». Tel est manifestement le cas, ajoutons-nous dans notre plainte, des militants d'Action directe rendus physiquement et psychiquement fragiles par leur jeûne. Par ailleurs, Chalandon ne cherchait-il pas à pousser les grévistes au suicide en annonçant qu'il ne céderait pas «au chantage»? Enfin, le garde des sceaux estimait qu'il s'agissait d'une «demi-grève parce qu'ils continuent à se nourrir de vitamines. C'est ce qui explique qu'ils soient encore en vie». Par là même, il préconisait ouvertement comme moyen de se donner la mort l'interdiction du traitement vitaminique ce qui le faisait tomber sous le coup de l'alinéa 3 du même article 318-1 du code pénal.

En ce qui concerne la «non-assistance», la notion de «péni» encouru par une personne avait été précisée (si l'on peut dire) par la Cour d'appel de Paris dans un arrêt du 26 novembre 1986 rendu contre Yves Le Bonniec: «Le péni consiste en un état dangereux faisant craindre de graves conséquences pour la personne qui y est exposée, quelle qu'en soit la cause ou la nature». Cette définition s'appliquait à merveille aux grévistes d'A.D. Il nous semblait plaisant et utile de retourner contre leurs auteurs des textes juridiques qu'ils utilisaient contre nous. Nous escomptions aussi un effet de scandale, les plaintes contre le ministre de la Justice n'étant pas monnaie courante. Or, à l'exception du *Monde libertaire* (n°698, 10 mars 1988) qui publia l'intégralité du texte de la plainte, et de France-Culture, aucun organe de presse ne souffla mot de notre

initiative. Je croisais journellement les journalistes chargés de suivre le procès A.D. dans des conférences de presse diverses. Tous requerraient en temps utile le document et les moyens d'en vérifier l'authenticité auprès de notre conseil, Maître Christine Martineau. *Libération* consacra des pages entières à la grève, recensa soigneusement toutes les pétitions et démarches. Pas une ligne sur la nôtre. Nous soupçonnâmes-on de vouloir à grand renfort de publicité, vendre cinquante exemplaires supplémentaires de Suicide, mode d'emploi qui s'ajoutaient aux 130 000 déjà diffusés? Je l'ignore. En tout cas, l'accueil ne fut pas plus empressé dans les cercles où l'on prétendait chercher tous les moyens de briser le mur du silence. Notre plainte n'avait bien entendu aucune chance d'aboutir, mais pour une seule raison qui valait qu'on l'examine: le défaut d'intérêt; autrement dit, nous n'avions pas fait la preuve que nous étions directement concernés par le sort des gens d'A.D., par exemple en tant que parents. La suite à donner s'imposait d'elle-même: des parents des grévistes devaient reprendre la plainte (au moins son principe) à leur compte. C'est ce que je proposais lors d'une réunion publique, pour me heurter à Maître Ripet qui n'hésita pas à assurer que, même déposée par des proches, la plainte était irrecevable. Notre initiative relevait à son avis de la plaisanterie de mauvais goût. Ce qu'il fallait, semblait-il, c'était attendre au garde-à-vous que les quatre d'A.D. crèvent ou que le prolétariat d'Europe de l'Ouest se soulève en masse pour les tirer de leurs cellules. Personne n'ayant hélas d'autre idée, plaisante ou non, la réunion - puis, dans les jours suivants le mouvement de protestation entier - sombra dans l'hébététe morbide et les querelles groupusculaires. La lutte à mort entre l'Etat et A.D. finit sur un armistice assez piteux. Les quatre avaient décidé de survivre, ce que personne ne leur reprochera.

Au bout du compte: une Justice ignoble, des journalistes odieux, des libertaires sourds et muets, un avocat qui représente des guérilleros mais pratique une défense de connivence. Tableau de mœurs démocrates ordinaires.

Claude Gullion.



"POUR MEMOIRE"

**« L'isolement c'est la prison,
la prison, c'est l'isolement.
Détruisons la prison »**

Depuis le 20 avril 89, quatre membres de l'organisation communiste Action Directe, détenus dans les quartiers d'isolement (500 personnes sont dans les Q.I. à l'heure actuelle), ont repris la grève de la faim qu'ils avaient suspendue le 26 mars 88 avec les mêmes revendications: fermeture des quartiers d'isolement et regroupement par le statut des prisonniers politiques.

A Toulouse, la "mouvance" n'est pas restée inactive en février et mars 88. Vu la tournure dramatique de la grève de la faim, différentes actions de "solidarité" (seulement sur la fermeture des Q.I.) ont été menées. Communiqués de presse, tracts, diffusion de 4 lettres-témoignages, bouchage des serrures de plusieurs restaurants jusqu'à l'incendie de nuit (maîtrisé par les pompiers) de deux grandes surfaces... L'A.C.E. (Association contre l'enfermement) s'est constituée début mars 88, à ce moment de l'histoire, avec pour but de s'opposer aux mensonges, aux silences des médias, des pouvoirs politiques et étatiques, tous complices objectifs des dégradations des individus incarcérés jusqu'à la destruction légalisée des 4 grévistes de la faim d'A.D. qui sont les énièmes sur une liste non achevée.

L'A.C.E. a organisé une réunion publique d'information le 18 mars 1988 (150 personnes étaient présentes) et le lendemain un rassemblement place du Capitole (qui a regroupé environ 200 personnes) sur les trois points suivants:

- contre l'assassinat légalisé des grévistes de la faim membres d'A.D.;
- solidarité avec tous les prisonniers en lutte;
- abolition des quartiers d'isolement.

A.C.E. c/o C.R.A.S

Sommaire

Inventaire 89
Le silence et la terreur
Suicide, mode d'emploi : suite...
Actualité situationniste
Traduttore traditore
De la révolution

Chronique des revues
Aux lions !
Gauguin, un sauvage au Palais
Du côté des livres
L'anarchie dans tous leurs états
Echos
Dernières parutions

Abonnements:

5 numéros: 45 F.
Etranger: 55 F.

CHRONIQUES LIBERTAIRES,
B.p.266, 75624, Paris cedex13.
C.c.p. 1 404 03 T Paris.

Chroniques



8-9

★★★ APPEL ★★★

le Monde à l'Envers



La terre bouleversée de l'Envers

le printemps d'Erevan

NUMÉRO 1 - DÉCEMBRE 1989 - APRIL, page 3 : LA
QUESTION SOCIALE EN ARMÉNIE - (MONTAGNE)
page 4 - ASSAULT DE DÉTENTION DE LA PERestroïKA
page 11 - UN JARDIN EMPHOÏQUE, page 11 : LES
PRÉMIÈRES AU PRINTEMPS DES page 11 : L'ANCIEN
COMMENT CELA EST PASSÉ, page 11 : ANCIEN

Brochure, 86 pages
Format 22,5x 15,5
Tirage Offset
"Le Monde à l'Envers"
B.P. 8
Pavillons-sous-bois
93320

CETTE PREMIÈRE LIVRAISON du *Monde à l'Envers* est consacrée à une détermination nouvelle et saillante de la période actuelle. d'une part le centre historique de la domination bureaucratique concentrée est entré dans une phase de modification sensible de sa structure et de ses rapports idéologiques; d'autre part il voit émerger un ensemble de luttes sociales ouvertes, durables et complexes. Nous pensons que le degré le plus dense de ces luttes s'est l'année précédente formé en Arménie. Nous avons donc cherché à rendre compte de ce mouvement « essentiellement social, démocratique, également opposé à une intensive pollution chimique et nucléaire ».

Ceci à titre internationaliste d'abord: l'inconscience historique et simplement humaine qui prédomine, à ce propos comme aux autres, favorise le confinement spectaculaire de ce moment, et partant sa répression par la bureaucratie perestroïkiste, qui utilise tout comme une autre les mensonges et les chars. Ensuite la progression contradictoire de la contestation collective en cette région d'Arménie, la crise qu'elle révèle dans les rapports antagoniques entre la bureaucratie et la société, la recherche explicite au sein de cette dernière de formes démocratiques d'auto-organisation, tout cela témoigne des présentes potentialités générales dans l'ensemble de l'URSS en premier lieu, mais pas seulement, dans les républiques non-russes, du fait de la résurgence des questions « nationales ».

Dans le sein même de l'État « soviétique », les luttes sociales accèdent à peine à un stade manifeste. Un tel développement revêt une importance historique considérable, il entame de façon sans doute irréversible le monopole pratique de la domination bureaucratique sans contredit, dont l'URSS fut l'archétype — dans ce sens, « Big Brother » est visiblement contesté. Mais aussi ce développement ramène au jour la totalité concrète du refoulé historique, avec ses particularités, ses misères, ses anciennes déterminations qui paraissent d'abord constituer le seul mode de son antagonisme par rapport à l'orthodoxie monolithique qui, en occultant tout, avait tout bloqué, sans rien dépasser vraiment. L'intensité et la difficulté du travail d'auto-élucidation qui s'impose aux groupes sociaux ne doivent donc pas être sousestimées, non plus que sa nécessité réelle comme procès susceptible à terme de transformer fondamentalement les conditions de la conscience et de la vie sociales. C'est sur cette expérience collective, longue, tâtonnante et déchirée, que nous avons souhaité mettre l'accent, car c'est elle qui peut être qualifiée de révolutionnaire.

Dans les luttes de classes changeantes entre bureaucratie et société — et qui changent chacune d'elles —, la seconde se connaît peu; et la première, qui se connaît bien, manifeste une puissante capacité à réagir au cours de relations complexes et de manipulations répressives qui servent à refonder l'idéologie de la domination. Aussi démunis soyons-nous, nous ne croyons pas que l'on puisse rester *spectateurs* de cela.

*

Les conditions dominantes compartimentent les moments historiques et désamorcent presque totalement les signes de compréhension internationale qui peuvent être adressés à leurs *destinataires obligés*. La décomposition des projets et des concepts, l'atomisation des informations, qui pouvaient médiatiser des rapports de communication publique, engloutissent la conséquence des déterminations et érodent la charge passionnelle de leur passage dans le temps. C'est peu de dire que cela favorise les manœuvres des États, les invraisemblances des idéologies, les occultations et les demi-aveux également indifférents des media. Des mouvements s'estompent ou sont écrasés, ou s'en renouvellent encore, au rythme syncopé d'une non-histoire apparente, dont l'inconscience est finalement, plus qu'un faux alibi, une vraie misère.

La reconstruction de la solidarité ne peut d'abord être celle que de la lucidité, qui réarme une critique partisane par la recréation d'une analyse différenciée. Seulement ainsi on peut espérer faire ressortir ce qui rend solidaires, d'ores et déjà, des mouvements sociaux renaissants contre la pseudo « démocratie » spectaculaire en Occident et les luttes pour une démocratie réelle dans les pays du stalinisme plus ou moins modernisé. La manifestation d'une telle lucidité, même très symbolique, ne serait peut-être pas inutile à la longue, malgré le risque occasionnel de piétiner sans perspectives immédiates, aux fins de restituer ce goût à plus de nos contemporains.

On ne peut que souligner à cet égard l'isolement qui entoure les luttes sociales en Arménie. Protégée par le halo outrageusement favorable qui valorise la « démocratisation » gorbatchevienne, la *bureaucratie fait ce qu'elle veut*: elle emprisonne, matraque, déporte, assassine, et bien sûr ment sans vergogne; n'est-elle pas la raison d'État, que légitime son autorité même, contre un « nationalisme » obstinément arménien?

Quant à nous, individus autonomes soucieux de réinventer, puisqu'il le faut, quelques conditions nécessaires à un retour de l'internationale historique, nous nous honorons de ne représenter que nous-mêmes. C'est à ce titre seul qu'il nous importerait de recevoir plus d'informations que ce à quoi notre position de *non-spécialistes*, notre isolement et notre travail nous donnent accès. La formule de notre publication nous permet par exemple d'insérer des documents, des tracts, des comptes-rendus, etc., que des individus engagés dans des luttes, des relations de solidarité ou autres, voudraient bien nous communiquer. Ceci est vrai à tous les propos ici ou là.

La divulgation de tels matériaux est une première fin en soi, et peut favoriser et nourrir des expérimentations à plus long terme. Il s'agit à la fois de rendre compte de l'époque, et d'esquisser de nouveau ne serait-ce que le sentiment tangible et partagé d'une réalité cohérente, d'une saisie consciente et libre du temps présent. Car la privation d'un tel sentiment nous semble le résultat et la base centrale de l'indifférence à tout qui a envahi notre survie.

Janvier 1989.

Reçu

"La Question sociale en Arménie Soviétique". Octobre 1988. Texte de 4 pages, format 21 x 29,7, offset. Edité par Ephodos (même adresse que "Le Monde à l'Envers").

"Nucléaire Est-Ouest". Mars 1989. Texte de 5 pages, format 21 x 29,7, offset. Edité par "Le Monde à l'Envers".

L'ESPERANTO ET LE MOUVEMENT LIBERTAIRE

Ce sujet, pas vraiment nouveau, refait surface et redevient d'actualité. En effet, l'espéranto est une des langues les plus faciles à apprendre ; efficace pour la communication, cette langue continue à suivre son chemin et, après cent ans d'existence, la "langue universelle" encore appelée "langue internationale" fait peau neuve. De plus en plus de jeunes du monde entier l'apprennent : l'espéranto est présent dans de multiples secteurs (culture, rock, théâtre, poésie, informatique, écologie, syndicalisme, tourisme, etc.) Dans certains pays où il a été interdit, comme par exemple l'URSS ou la Chine, l'espéranto resurgit en force et, fait étonnant, est souvent lié aux mouvements libertaires.

Le mouvement espérantiste comporte 2 organisations mondiales : UEA (Universala Esperanta Asocio) qui se veut neutre, et SAT (Sennacieca Asocio Tutmonda), créée par Lanti, qui, elle, est engagée dans la lutte de classes.

L'intérêt d'appartenir à une organisation espérantiste mondiale est évidemment lié à l'apprentissage de la langue et à son utilisation. De très nombreuses rencontres internationales ont lieu partout dans le monde, chaque année, ce qui incite les membres à voyager beaucoup. SAT a mis en place un réseau permettant de rencontrer au cours des voyages de nombreux membres du monde entier. Il est intéressant de constater qu'au sein de ce réseau "L'Amikeca Reto", nombreux sont ceux qui se réclament de la pensée libertaire.

Si vous êtes intéressé par le réseau et son annuaire mondial, vous pouvez l'obtenir pour 30 F à l'adresse suivante :

"L'AMIKECA RETO"

63, rue de la République - CHARGE 37530 AMBOISE - Tél. 47 57 55 63

Il est évidemment impossible d'apprendre toutes les langues, aussi l'espéranto sert-il de relais, tout en respectant et même protégeant les langues minoritaires.

Pourquoi rapprocher l'espéranto du mouvement libertaire ? Tout simplement parce qu'il permet le rapprochement des libertaires de divers pays du monde et parce qu'il est nécessaire qu'une communication rapide s'établisse pour être plus efficace dans la circulation des informations, des idées, des individus, etc.

L'espéranto est l'outil indispensable au mouvement libertaire, qu'il est souhaitable de savoir utiliser. Qu'on se le dise, le débat est ouvert. A bientôt. Gis Baldau !

FLOREAL

José PEIRATS

Les anarchistes espagnols

Revolution de 1936
et luttes de toujours



Vient de paraître...

José PEIRATS

Les anarchistes espagnols

REVOLUTION DE 1936
ET LUTTES DE TOUJOURS

LE LIVRE

Les anarchistes espagnols, révolution de 1936 et luttes de toujours, est un document incontournable sur l'histoire de l'anarchisme espagnol.

Mais, bien plus qu'un livre d'historien, c'est un témoignage sur une période clef de l'histoire récente de l'Espagne, dans laquelle l'auteur a été partie prenante en tant que militant de la C.N.T. (Confédération Nationale du Travail) et en tant que journaliste.

Avant d'aborder les événements révolutionnaires de 1936-39, José Peirats remonte aux origines du mouvement libertaire en Espagne. Il rappelle les efforts d'organisation de la C.N.T., ses luttes contre l'oligarchie et contre le patronat, les mouvements insurrectionnels des années 30, les gouvernements républicains de 1931-33 et de 1936.

Abordant la période 1936-39, Peirats, sans négliger l'aspect événementiel, s'attache surtout à décrire le rôle des anarchistes : la mise en place des milices populaires, les occupations d'usines, l'éclatement des collectivités agraires...

Vient ensuite la participation de la C.N.T. au gouvernement. Peirats décrit l'érosion des conquêtes libertaires et ouvre le débat du compromis avec le pouvoir et du maintien de la pureté idéologique. Un débat qui se poursuivra entre les diverses tendances du mouvement libertaire en exil.

Par les débats qu'il soulève, le livre de Peirats est universel. Il présente par ailleurs l'intérêt d'une double approche : celle, objective, du journaliste et celle, plus engagée, du militant. Document complet

sur l'anarchisme espagnol et sur son rôle dans la période cruciale de 1936-39, il détruit les mythes accumulés sur l'Espagne et évoque une réalité qui, en 1989, nous interpelle toujours.

L'AUTEUR

José Peirats Valls est né le 15 mars 1908 à Vall de Uxo (province de Castellon).

Ouvrier du bâtiment, il a toujours milité activement à la C.N.T. Il en a été le secrétaire général en exil en France (1947-48 et 1951).

Comme journaliste, José Peirats a écrit principalement dans *Tierra y Libertad*, dans *Solidaridad Obrera* (1934-36) et a dirigé l'hebdomadaire C.N.T. en exil.

Il a publié une dizaine de livres sur l'anarchisme, son histoire, ses personnages. Le présent ouvrage est son œuvre la plus marquée.

L'EDITION

José Peirats n'a jamais été traduit en français. Ce livre est la première traduction dans notre langue de l'une de ses œuvres.

D'abord paru en espagnol en trois tomes (*La C.N.T. et la révolution espagnole*, Ed. C.N.T., Toulouse, 1951), ce livre a été synthétisé en un tome par l'auteur lui-même (*Los anarquistas en la guerra civil española*, Buenos Aires, 1964).

Notre traduction s'appuie sur le texte de cette seconde version, dont nous avons modifié le titre, en accord avec l'auteur.

Commandes à adresser à :

AMAPOLA GRACIA
Bureau de Poste
66600 OPOUIL

OU

EDITIONS REPERES-SILENA
B.P. 2062
31018 TOULOUSE CEDEX

Règlements chèque, CCP,
mandat à l'ordre de :
M. CAZAL Philippe ou
GRACIA Amapola
N°CCP : 31067 Montpellier.

PRIX : 100 F

Editions REPERES - SILENA

Jacques Fasel

... depuis la prison de Montpellier

Après son évasion du pénitencier suisse de Witzwil et six mois de cavale, Jacques Fasel a été arrêté le 26 septembre dernier dans un camping de la région de Sète. Un rôle d'interpol semble prouver que les flics suisses l'avaient repéré et filé en semaine française puisque ce message pré-cise exactement l'emplacement et même la couleur de sa tente. Dans ce même télégramme à la SRPJ de Montpellier, Interpol Suisse lui met sur le dos théorie et arsenal à l'espionnage imaginaires, alors que Jacques était défendu pour vols et brigandages. Sans doute — le bécotage de cet anarchiste suisse très actif de la plume était vivement souhaité — s'agissait-il de faire monter la sauce aux yeux de la SRPJ? Lors de l'arrestation, la bande à André-Commanche fauta d'avant perquisitionnement et découvrit que Jacques

n'est même pas armé. Cette perquisition de trop, en contradiction avec le mandat d'arrêt international permet d'ailleurs à Me Charles, son avocat de faire causer la condamnation pour usage de faux papiers. Pour celui-ci la violation du territoire par les flics suisses ne fait aucun doute, il demande l'annulation de la demande d'extradition suisse, car l'enquête disproportionnée a violé l'article 3 de la convention européenne d'extradition (extradition impossible pour motifs non juridiques mais politiques). Jacques à qui il restait six ans à tirer en Suisse a demandé l'asile politique en France. C'est possible de le saisir d'abord en lui écrivant, et puis en prenant la tête au sinistre de la justice par voie de téléphones, lettres et télégraphes refusant l'extradition, évitant le statut de réfugié politique pour Jacques et donc sa libération. Voilà quelques extraits de ses écrits.

Le XX-11-88

Attentions braves gens! LE CRIME EST PARTOUT

Désir est crime. Nous sommes
criminels car nous détruisons.

LE CRIME EST PARTOUT

Ici, parce que notre volonté
de trouver simplement un toit
Rien qu'un toit dans la cité
est crime contre le droit
des pauvres prometteurs
des malheureux prometteurs
de renforcer notre franc
à la bourse des maçons
en le trans-formant
en dur, en monnaie pure béton.

Le Crime est partout!

- Dans les précurseurs
où ton verbe pétiore
contre prix, fric et froc
- Au meeting de la milite dansé
- Au bout du regard
où se tient la victoire
- Dans les culs de basse fosse
de la démocratie
quand absolument sournois on use
se torré les barreaux de rive
fendre les murs de l'infamie
les yeux noyés dans la vie
nous puons l'anti-misère
le rut des bœufs émissaires
Enfermés là par la racaille
sociale démocrate
hommes de paille
et technocrates
rats nus grignotons ses valeurs
à la bourse des rongeurs.

Damned! Crime suprême
les rats redressent la tête
Mais si, que donc nous importent
vos grilles méchantes cloportes
vous pouvez, votre punition,
vous la planter dans le fion.



Le Crime est vraiment partout!

Au creux de l'aille tendre mon amour
quand le passereau devient passerelette
A l'heure de l'après au café de la folie
Là où on se fait la fête au lieu
de faire la fête nationale
Là parce que notre butine
de la couleur vert de gris
est crime contre l'embûche
la bière de la rouille de grille
et de Bismarck Bismarck
Nous armés les yeux qui revêt
qui bric, qui marron, nous
quand nous sommes en colère
Notre crime est de ne pas voir
la vie en gris revêt
Nos cannières multicolores
croient les champs de bataille
stupide Heilmurder pur-pour.

Le crime est permanent

Quand tu dances et te rangles
Quand la culture aux chaises
te fait des vers solidaires
A l'interdiction de la rampe
Lorsque tu prends à César
ce qui est à César et que tu
rends à dieu ton tablier
Là encore quand nous volons
ailes et chefs de soi en main,
maibos, fric, fringues ou boucan
au hazard de la consommation,
Tricards du colardat
A d'autres? nos rieurs ont déjà donné
corps et effort sur les gratats
de la bourse des arnaques.
Mais tu vois que je te dis?
la récup et la reprise
sont très très mal cotés
à l'argus de la malbouche
Le Crime est partout!
Au salon de l'invention du paratravail
Au braquage de la banque des flics
sur ton clavier incompatible RTBM
La bourgeoisie a inversé les valeurs!
OK! alors on est des criminels.

Jacques Fasel
Maison d'arrêt
7, place du château
43 008 Montpellier



JOURNAL DES CHOMEURS ET DES PRECAIRES

Comme vous avez pu le constater, c'est après un long silence que CASH reparait. Nous précisons d'emblée que ce silence n'a pas été synonyme de stérilité. Neuf mois de gestation, de discussions voire de crises ont été nécessaires pour digérer et apprécier la portée de ce texte de loi - le R.M.I. -, de la codification de ce qui fut et qui reste notre revendication, un revenu garanti au moins égal au SMIC, pour tous.

Que cette loi n'en soit qu'une parodie, chacun en est bien conscient et s'il peut rendre amer c'est qu'il est à la mesure de notre force, ou plutôt de nos faiblesses. Faiblesses de n'avoir su mobiliser le microcosme des associations de chômeurs pour tenter d'améliorer une loi qu'elles réclamaient pourtant depuis cinq ans. Faiblesses de n'avoir pu briser l'isolement dans lequel nous nous trouvions, de n'avoir su convaincre que cette loi dite « pour les pauvres » pouvait devenir l'amorce d'un salaire social, et détruire enfin ce mythe qui a la vie si dur d'un pseudo lien entre le revenu et le travail.

Mais faiblesses également de l'ensemble du mouvement ouvrier de ne pas l'avoir compris, de s'enfermer à jouer les autruches en défendant leur statut sans voir que l'attaque venait par derrière, que l'institutionnalisation d'une main d'œuvre précaire avec de bas revenus pèserait à la baisse sur leurs salaires.

Cette loi aura eu au moins le mérite de clôturer un cycle de luttes marqué par une double ambiguïté, celle des revendications - droit au travail/droit au revenu -, et celle des sujets porteurs - chômeurs et/ou précaires -. Tout comme elle enterre définitivement ce « mouvement » des chômeurs qui, n'ayant jamais su sortir de ces contradictions, n'a pas mesuré la marge qui sépare l'intégration des dispositifs institutionnels de l'organisation de luttes libératrices.

On ne peut éternellement refuser de choisir entre la résistance et la collaboration. Il était nécessaire de tirer un bilan même s'il peut paraître, à certains moments, bien noir. C'est la condition sine qua non si l'on veut éviter les stratégies de l'échec dans lesquelles se complaisent les partis de gauche et d'extrême-gauche. L'Etat par le biais du R.M.I. a permis ces clarifications et, nous l'affirmons, l'avenir s'annonce radieux. C'est donc remplis d'énergie et de projets que nous repartons (vers de nouvelles aventures).

Si les méthodes, l'intelligence politique doivent changer, notre objectif reste le même : faire en sorte que nous, travailleurs précaires, devenions une force politique capables de non seulement défendre nos intérêts mais d'être aussi une force de transformation sociale.

La classe (car elle existe, nous l'avons rencontrée) doit se recomposer autour de ce sujet central qu'est le précaire et qui « préfigure le travailleur de demain ». Pour cela il faut construire ou plutôt rendre opératoire une identité des précaires déjà sous-jacente. Cette identité a des aspects objectifs, techniques que nous avons maintes fois exposés, mais dont la jungle des statuts (stagiaires, intérimaires, contrats à durée déterminée...) rendaient l'appréhension difficile pour les protagonistes eux-mêmes, tout comme l'absence de lieux de concentration (l'usine est si diffuse). Le R.M.I. a au moins l'intérêt de restreindre cet éventail et d'offrir des lieux de conflictualité, d'organisation, les fameux contrats d'insertion. Sachons les utiliser à notre profit pour faire éclater tous les aspects restrictifs de cette loi, pour obtenir un **VRAI REVENU GARANTI**.

Mais notre identité s'affirme aussi par une subjectivité, une culture qui nous traverse : des besoins de temps libéré du travail, mais surtout de qualité de ce temps, d'en faire un moment de réappropriation et de créativité. Ce sont ces comportements éclatés qu'il faut rendre collectifs et donc intelligents par la multiplication des moyens, des lieux de communication et de socialisation. Construire des centres sociaux, ce qu'auraient dû être les maisons de chômeurs, comme laboratoires d'idées, de pratiques et d'anticipation.



1988 100% 100%
CASH
REVENU DES CHÔMEURS ET DES PRÉCAIRES



CASH. Mars-avril 89
BP 222
75634 PARIS CEDEX 13
**Journal des chômeurs
et précaires.**

Au sommaire :

Débat autour du revenu garanti • Dossier : RMI peau de chagrin • Femmes : les nouveaux pauvres sont arrivés • Etc.

32 page tirage offset
format 21 x 29,7.



...Courrier des lecteurs...

Camarades,

Nous avons bien reçu le premier numéro du "Bulletin du Cras", lequel contient d'intéressantes informations. Nous souhaitons que votre initiative de documentation et d'édition puisse avoir du succès, que cela puisse être utile au mouvement du prolétariat de ce temps (...).

Jimmy LALLEMENT

Bonjour,

J'ai bien reçu votre bulletin et j'en ferai une critique dans la prochaine "banane" que vous recevrez (ci-joint le n° 6). Je voudrai vous dire qu'il y a quelque chose qui me gêne

énormément dans votre magazine : je n'y trouve rien de POSITIF : en 1^{re} ligne, le mot "lutte" que je ne supporte pas, trop négatif et qui ne correspond pas du tout à mes rêves, idéaux et utopies. Je ne suis pas un travailleur mais seulement un militant de la Vie avec un grand V. L'ANPE est mon "employeur" et je ne touche rien, pas un centime. Leur argent, je n'en veux pas, leur travail non plus. C'est pour cela que les "travailleurs" me font beaucoup sourire : ils crachent sur le capitalisme (qui est pourri et j'en suis tout à fait d'accord) mais ils demandent plus d'argent pour pouvoir s'acheter un

scope ou une cuisine aménagée (je rigole), symbole de réussite sociale et capitaliste. Voilà. Une vie ne suffit pas pour se gaver de tout le positif (qui est sur cette planète : laissons la merde à ceux qui la cherchent et qui la créent. Il leur restera toujours le fameux livre "Suicide mode d'emploi" (ceci n'est pas une pub mais un gag).

La liberté ne se prend pas, on se la donne : j'ai refusé armée et travail à la con. Je vis bien dans ma tête et j'essaie d'en faire profiter les autres, c'est tout.

AMITIÉS ALTERNATIVES

...On a reçu...

— FRANCE —

♦ **LE BRULOT** ♦ N° 274 - Avril 89 - c/o Gustave Arthur Dassonville, 93170 Bagnolet. Pamphlet sur l'actualité rédigé par Gustave A. Dassonville, 4 pages, format 13,5 x 9,3. Tirage de qualité.

♦ **NARBE LERMITTE** ♦ 1988 - c/o 5, rue Caplat 75018 Paris. Petite brochure reproduisant des tracts, affiches, zines, etc. de 1988. 26 pages, format 21 x 15. Tirage photocopies.

♦ **EKOMEDIA** ♦ N° 4, c/o 5, rue Caplat 75018 Paris. « Bulletin rédigé en anglais à destination de l'étranger. Une synthèse de toutes les luttes qui se déroulent en France : anticapitalisme, syndicalisme, antimilitarisme, logement, luttes des minorités nationales et régionales, dans la mesure où les col-

lectifs ou organisations directement investis sur le terrain nous font parvenir des informations. » 12 pages, format 21 x 15. Tirage photocopies.

♦ **KLEPTOMANIAC** ♦ BP 352 - 75625 Paris 13^e. Diffusion par correspondance de disques, cassettes, livres, tracts, brochures... à des prix abordables. Réseau anticommercial.

♦ **La C.N.T.** ♦ de Toulouse - 3, rue Merly 31000 Toulouse signale l'ouverture d'une boîte aux lettres sur Minicom 3612 pour les départements 31, 09, 38, pour transmettre des messages rapides et urgents. Pour plus de détails, téléphoner au 61 21 23 47.

♦ **C.I.R.A.** ♦ Centre International de Recherche sur l'Anarchie - BP 40 - 13382 Marseille Cédex 13. - Vient de paraître : le bulletin n° 29-30 ♦ « Les anarchistes espagnols dans la tourmente 39-45 », 200 pages, 100 F et ♦ « La résistible ascension de

l'extrême-droite à Marseille », actes du colloque organisé en octobre 87, 88 pages, 50 F.

♦ « Quand le coq rouge chantera », Anarchistes français et italiens aux Etats-Unis d'Amérique. Bibliographie, 94 pages, 35 F.

♦ « L'Incrévable anarchisme de Mercier Vega », 152 pages, 78 F.

♦ « Sous les bérets... la vase ». (Dessins antimilitaristes). 55 F.

♦ **SUR LE POUCE** ♦ Les 3 derniers numéros, mars, avril, mai 89, 40, 41 et 42 c / o C.A.S.D.A.L. 10, bd de Stalingrad 24000 Périgueux. Mensuel. Feuille recto-verso. Tirage photocopies.

♦ **I.R.L.** ♦ Informations, Réflexions, Libertaires. N° 81, avril-mai 89. 13, rue Pierre-Blanc 69001 Lyon. Avec notamment un dossier Education. Bimensuel, 36 pages. Tirage offset.

♦ **LA BANANE** ♦ Numéros 6 et 7, c / o Bruno Pommey - 36, résidence Jean-Macé 28300 Mainvilliers. Un zine qui parle d'autres zines. Feuille double format recto-verso. Tirage photocopies.

♦ **Bulletin de la coordination nationale anti-fasciste** ♦ N° 13, janvier-février 89 - N° 14, mars 89 c / o CERF - BP 4131 - 31030 Toulouse Cédex. Activité des groupes anti-fascistes et dossiers sur l'extrême-droite européenne. 52 et 56 pages. Tirage photocopies.

♦ **EUSKADI INFORMATION** ♦ N° 60, mars 89. Ekin, BP 193 - 64104 Bayonne Cédex. Revue nationaliste d'informations sur le Pays-Basque nord et sud. Mensuel, 24 pages. Tirage offset.

♦ **ESSAIS** ♦ Revue de critique et de communication prolétaires. Douzième année, nouvelle série, n° 46, automne 88. Jimmy Lallement, BP 1013 - 49015 Angers Cedex. 4 pages recto-verso, format 21 x 15. Tirage photocopies.

P.S. : Jimmy demande : « Où peut-on joindre les auteurs du tract : "Usagers Solidarité" diffusé à Paris et reproduit dans le bulletin du CRAS n° 1 ? »

♦ **LETTRE TRANSNATIONALE** ♦ N° 1 - Avril 89. Supplément à I.R.I.S. Hébergé dans Frigidaire n° 100, avril 89 (Italie). Texte : Vert, Rouge, Rouge / Noir, arc-en-ciel... Fait à partir des contributions de Lucia Martini et Oreste Scalzone.

— **Propose** : « La création d'un "réseau transnational pour la libération sociale" ». Une première forme d'existence de ce réseau serait d'impulser une activité théorique collective, à commencer par

une redéfinition de la terminologie sur les points-clés des mouvements sociaux. Ceux qui sont intéressés à envoyer et recevoir les contributions peuvent écrire à : Lettre Transnationale d'IRIS - 47, rue de Montmorency 75003 Paris. Tél. (16-1) 48 87 15 34.

♦ **Bulletin d'Information et de Coordination de l'Uzège contre l'implantation d'une mine d'uranium à Serviers - Algaliers - Montaren.** N° 1 et 2. Pour contact et infos : Association Sol Air Energie Alternative Relais Action (S.A.E.A.R.A.), Michel Puech, Dominique Léoni - Bergerie des Plaines 30290 Saint-Victor-La-Coste.

— ETRANGER —

♦ **A.P.L.** ♦ (Agence de Presse Libération). N° 545, mars 89. 14, rue du Jardin-des-Olives. 1000 Bruxelles. Infos diverses. 4 pages, format 21 x 29,7. Tirage photocopies.

♦ **RUTA** ♦ Organe d'expression et de combat des jeunes libertaires de Catalogne. N° 7, mars-avril 89. Contact : Apartado Correos 883. Barcelona 08080 (ne pas mettre RUTA sur l'enveloppe) 14 pages, format 21 x 29,7. Tirage photocopies.

♦ **A.C.E.** ♦ Assemblea Comarcal Ecologista c / Rei en Jaume 7-B. 46900 Torrent (Valencia). Brochure des groupes écologistes catalans. Appel à un rassemblement contre la réunion des ministres européens de l'environnement à Valence du 3 au 8 juin 89. 4 pages en catalan, format 21 x 15.

♦ **SOLIDARIDAD OBRERA** ♦ Organe de la CNT de Catalogne (sur les luttes sociales). N° 200, mars-avril 89 - n° 201, mai 89. Pza de Medinaceli 6, entlo, 1a, 08002 Barcelona. 16 pages, format 42,5 x 31,5. Tirage offset.

♦ **UMANITA NOVA** ♦ Hebdo de la Fédération Anarchiste italienne. Fondé en 1920. Nous le recevons régulièrement. Actualité nationale et internationale. Format 41 x 30. Tirage offset.

♦ **ST GLINGLIN** ♦ N° 1. Veut être un journal pour toutes celles et tous ceux qui ont envie d'écrire et de créer un réseau d'action, de solidarité et de vie. Aucune "ligne" particulière. Adresse provisoire : CP 2787, 1201 Genève 2.